

La société civile burundaise : Janvier 2015 à Décembre 2015

AGNEWS

LEGENDE :

SOCIV : SOCIETE CIVILE
SOCIVINT : SOCIETE CIVILE INTERNATIONALE & ONGs INTERNATIONALE

REL: RELIGION
POL: POLITIQUE
SOC: SOCIETE
ECO: ECONOMIE
SAN: SANTE
EDU: EDUCATION
ENV: ENVIRONEMENT
HUM: HUMANITAIRE
SEC: SECURITE
UPRONA: ASSOCIATIONS APPARTENANT A L'ELITE DE L'ANCIENNE DICTATURE MILITAIRE DES BAHIMA BURUNDAIS (1966 A 2005)
FRODEBU : ASSOCIATIONS DONT LES MEMBRES SONT MILITANTS POLITIQUES OU SYMPATHISANTS DU FRODEBU

Source: RTNB.BI / @rib News (bonesha / rtr/ rtnb/ isanganiro) / AGNEWS / akeza.net

=====
=====
JANVIER 2015
=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 23 décembre 2014 @rib News, 23/12/2014 La Coalition de la Société Civile pour le Monitoring des Elections (COSOME) se dit satisfaite de l'atelier organisé ce lundi par la CENI à l'intention de toutes les catégories de personnes concernées par les élections de 2015. Le président du conseil de surveillance au sein de cette coalition de la société civile burundaise est en effet satisfaisant que la CENI ait invité tous les concernés et qu'elle les a tous écoutés. Haruna Nkunduwigwa trouve aussi que la CENI a fait mieux d'écouter et de prendre acte des allégations formulées par ces partenaires. Il demande ainsi à la CENI de corriger toutes les irrégularités constatées et de continuer le processus dans un climat apaisé et rassurant pour tous. [isanganiro/bonesha/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 23 décembre 2014 @rib News, 23/12/2014

- La PARCEM demande au ministre de la Défense nationale et des Anciens combattants d'expliquer la gestion des fonds en provenance des missions étrangères comme l'AMISOM. Selon le président de cette organisation de la société civile burundaise, l'utilisation de ces fonds constitue une problématique sans réponse du moment que les chiffres vont en diminuant sans aucune explication à ce sujet. Faustin Ndikumana (photo) trouve que lors de l'année 2012 ces fonds étaient estimés à 29 milliards, en 2013 à 26 milliards et s'étonne du fait qu'en 2014 et 2015, ils sont à 3 milliards seulement. Il constate ainsi que ces fonds sont dilapidés et détournés par ceux qui sont sensés les gérer, d'où la prolifération des buildings à haut standing dans le pays. Il demande ainsi que tous les concernés fournissent une explication à ce sujet. [rtnb/rpa/bonesha/isanganiro]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales des lundi 5 et mardi 6 janvier 2015 @rib News, 06/01/2015 Après cette conférence de presse, des réactions fussent de partout. En effet, les organisations de la société civile burundaise ont sorti ce mardi un communiqué de presse pour s'exprimer à ce propos. Le président de l'ACAT trouve que les propos du porte-parole de l'armée ne signifient absolument rien dans la mesure où ils sont incomplets. Maître Armel Niyongere trouve plutôt que le fait de ne pas révéler l'identité de ces hommes armés cache bien une autre réalité. Il estime qu'il y a un montage visant à profiter de ce qui s'est passé pour charger certaines personnes surtout de l'opposition afin de les empêcher de participer aux élections. De son côté, le président de l'APRODH trouve qu'il y a eu bel et bien des exécutions des rebelles capturés. Pierre Claver Mbonimpa affirme qu'il a des preuves tangibles de ces exécutions et des exemples à l'appui. Il conclut lui aussi qu'il y a un non dit dans les propos du porte-parole de l'armée nationale. Il demande particulièrement à l'armée de ne pas tomber dans le piège du pouvoir alors qu'elle était positivement appréciée par la population burundaise. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] L'APRODH affirme qu'elle a déjà fait des enquêtes sur l'identité des 9 combattants capturés lors des combats qui ont opposé les forces de défense et de sécurité du Burundi au groupe rebelle qui avait attaqué la province de Cibitoke. En effet, le président de cette association de la société civile burundaise estime que parmi ces combattants 5 sont originaires de la province Makamba, 3 de Bubanza et 1 autre de Mwaro. Pierre Claver Mbonimpa ajoute qu'il ne comprend pas pourquoi le service national des renseignements affirme qu'il y a des personnes arrêtées suite aux dénonciations de ces combattants capturés alors que l'armée a fait savoir que ces combattants n'ont encore rien révélé. Il fait savoir que l'armée doit faire des enquêtes et que son organisation va aussi faire ses enquêtes. [isanganiro]

- Certains combattants parmi ceux qui avaient attaqué la province de Cibitoke se sont rendus aux forces de l'ordre depuis ce lundi. Au total, 4 combattants, dont 3 armés de fusils, se sont rendus et

ont été remis aux autorités policières de cette province. Mais, un d'eux a été sérieusement blessé par les Imbonerakure qui voulaient le tuer. Les organisations de la société civile dans cette province demandent que la lumière soit faite sur ces cas afin de tirer des conclusions qui s'imposent en ce qui est de l'identité de ce groupe qui a attaqué le Burundi. [isanganiro]

=====
=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] L'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO) s'insurge contre la mesure de hausse de la taxe sur l'utilisation du téléphone portable en raison de 42Fbu par minute. Selon le président de cette association de la société civile, il s'agit d'une mesure qui n'a pas été pensée, mais qui a été instaurée dans l'unique but de vouloir récolter de l'argent dans le cadre d'exécution du budget de 2015. Pierre Nduwayo trouve que l'économie des familles n'est pas du tout au bon fixe et que ce n'était pas le moment opportun de penser à une telle hausse étant même donné que le téléphone portable n'est pas un objet de luxe. Il voit qu'une telle mesure devra sans doute avoir une incidence négative sur les recettes publiques contrairement aux aspirations du gouvernement. Il demande ainsi à la population de diminuer l'utilisation de cet objet afin de montrer au gouvernement que ce qu'il a voulu n'est pas réellement ce qui s'est passé. [bonesha/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mercredi 14 janvier 2015 @rib News, 14/01/2015 - L'APRODH affirme que près de 1.000 personnes toutes accusées d'atteinte à la sûreté de l'Etat sont incarcérées dans différentes prisons et cachots dans tout le pays. Le président de cette organisation de la société civile burundaise trouve que ces personnes sont pour la plupart des opposants au pouvoir en place. Pierre Claver Mbonimpa affirme que le pouvoir les garde en prison pour le seul motif qu'ils gênent les activités du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, et trouve même qu'ils ne peuvent pas bénéficier des facilités normalement offertes aux autres prisonniers comme la grâce présidentielle ou l'amnistie. Il affirme que ce qui se fait dans le pays est contraire à la normale.

Selon lui, un pays où le président est toujours dans des croisades de prière, un pays où la première dame est un pasteur, un pays où la plupart des ministres et autres hautes autorités sont toujours en prière ou en croisades, ne devrait pas avoir des personnes incarcérées injustement. Il interpelle donc les autorités de ce pays de ne pas prendre un opposant comme une personne sujette à des injustices. [bonesha]

- Il affirme cela au moment où 7 membres du parti FNL fidèles à Rwaswa Agathon dont le représentant provincial de ce parti dans cette même province sont incarcérés dans le cachot du commissariat de la police judiciaire dans la province de Gitega depuis samedi de la semaine dernière. En effet, ils ont été arrêtés samedi dernier dans la commune de Bukirasazi et accusés de tenir des réunions illégales. Mais, arrivés dans le cachot de la police judiciaire ce lundi, le chef d'accusation à leur encontre a été modifié et sont actuellement accusés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Les organisations de la société civile dans la province de Gitega trouvent qu'il s'agit d'un montage et qu'il y aurait un plan de les déstabiliser dans leurs activités politiques. [bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du lundi 26 janvier 2015 @rib News, 26/01/2015 - Plus de 300 associations et organisations de la société civile burundaise ont entamé ce lundi une campagne qu'elles ont baptisée « Non au 3ème mandat de Pierre Nkurunziza ». Selon ces associations, il s'agit d'une démarche de prévention contre cette candidature illégale du président de la République pour un 3ème mandat. Selon Gabriel Ruftyiri qui s'est exprimé pour le compte de ces associations, il y a des signes qui montrent qu'il sera candidat en 2015 étant donné qu'il ne donne pas de réponse sur cette question.

Vital Nshimirimana estime de son côté que la Cour constitutionnelle est une Cour politique qui ne peut aller à l'encontre de ceux qui l'ont mise en place. Il leur demande d'essayer d'être neutre afin de trouver une solution légale au problème qui leur sera posée. [rpa/bonesha/rpa/isanganiro]

=====
=====

[SOCIV] [REL] La Communauté Islamique du Burundi (COMIBU) se dit inquiète par l'arrestation et l'incarcération de Bob Rugurika de la RPA depuis ce mardi. Haruna Nkundiwuma estime qu'après les révélations de la police nationale affirmant qu'un suspect a été arrêté, d'autres informations ont fait savoir que d'autres personnalités seraient impliquées dans ce meurtre. Il estime donc que le Parquet de la République devrait faire preuve de concentration et surtout le courage d'interroger les personnes citées dans cette affaire au lieu de s'acharner contre les journalistes qui ont fait leur travail d'informer la population. Il demande que la lumière soit faite afin que le Parquet approche ceux qui ont livré la première information à la RPA afin qu'ils aident dans la découverte de la vérité. [bonesha/rtr/isanganiro]

=====
=====

[SOCIV] [JUS] [UPRONA] Nouvelles locales des mardi 27 et mercredi 28 janvier 2015 @rib News, 28/01/2015 Le syndicat SYMABU se dit inquiet de voir que certains magistrats se rendent coupables des fautes professionnelles comme le manque d'indépendance. Selon le président de ce syndicat, ces derniers jours ne sont pas faciles pour certains magistrats à qui des violations des droits de l'homme se manifestent et cela dans un but contraire à celui fixé par les normes de ce métier. Jean Pierre Munyembari estime que cela montre à suffisance qu'il n'y a pas d'indépendance dans ce métier et trouve que de tels comportements ne font pas l'honneur de la justice. Il demande ainsi au gouvernement de mettre en application les clauses des états généraux sur la justice qui se sont tenus à Gitega l'année dernière et aux magistrats d'être indépendants tout d'abord dans leurs comportements. [bonesha/rtr/isanganiro]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales des mardi 27 et mercredi 28 janvier 2015 @rib News, 28/01/2015 - Les organisations professionnelles des journalistes et de la société civile burundaise accompagnées de certaines personnes de la ville de Bujumbura ont fait mardi une marche pacifique devant la RPA pour la soutenir suite au travail qu'il a effectué dans les enquêtes sur l'assassinat des trois sœurs religieuses de la paroisse Kamenge. Ils étaient tous vêtus de vert, la

couleur des tenues des prisonniers comme Bob Rugurika actuellement emprisonné à Muramvya suite à ce reportage.

En plus de la tenue verte, ils étaient porteurs d'un message pour demander la libération de Bob Rugurika qui n'a fait que son travail d'informer la population burundaise. Les journalistes trouvent que le travail de Bob Rugurika est louable et pour cette raison, ils ont décidé de lui montrer que son travail a été légal et que par conséquent, ils le soutiennent. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- Selon le président de l'OLUCOME qui était parmi les manifestants de ce mardi devant la RPA, il temps que les autorités judiciaires du Burundi fassent leur possible pour identifier et punir ceux qui ont assassiné horriblement les trois sœurs xavériennes de Kamenge en septembre dernier. Gabriel Rufyiri trouve que toute personne devrait faire son travail pour que la vérité soit mise au grand jour. Il trouve aussi qu'un tel crime devrait avoir déjà été sanctionné vu sa gravité et son étendue. Il déclare que désormais, tous les mardis seront consacrés à la solidarité avec Bob Rugurika et cela sera manifesté par le port d'un vêtement vert ou tout autre insigne vert pour manifester la solidarité au directeur de la RPA, pour toute personne qui souhaite sa libération. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro]

- La PARCEM trouve que l'incarcération de Bob Rugurika est une simple chose pour un défenseur des droits de l'homme. Selon une conférence de presse animée ce mardi, le président de cette association de la société civile burundaise, le directeur de la RPA est parmi ceux qui ont été couronnés dans ce sens. Faustin Ndikumana trouve que ces massacres ont touché la plupart des personnes tant nationales qu'étrangères et que le reportage de la RPA devrait libérer les esprits de ceux qui sont tiraillés.

Il demande à l'assemblée nationale de tout faire pour convoquer les ministres de la sécurité et de la défense ainsi que de la justice pour s'exprimer à propos des massacres qui ont lieu dans le pays et qui ne sont pas sanctionnés. Selon lui, des fonctionnaires publics sont cités dans des affaires mais ne sont pas inquiétés alors que lors de la commission de même que leur protection, ils utilisent des fonds publics.

Il trouve que comme la protection des sources est un pilier du métier de journalistes, Bob Rugurika ne devrait qu'être libéré dans les meilleurs délais. [rtr/bonesha/isanganiro/rpa]

- Le CAFOB fait savoir qu'il a été choqué et surpris de l'arrestation et l'incarcération du directeur de la RPA. Selon la coordinatrice nationale de ce réseau, cette incarcération porte atteinte à la liberté d'expression qui était à un stade avancé dans le système de notre pays. Anne Spès Nishimwe trouve qu'une personne qui a donné une orientation à la justice ne devrait pas être emprisonnée, mais plutôt être récompensée pour ses actes. Elle demande ainsi que la justice soit faite à ces défenseurs des droits de l'homme et que la assassins des trois sœurs à la paroisse de Kamenge soient particulièrement punis conformément à la loi. [rpa]

- Lors d'une conférence de presse animée ce mercredi, le président de l'OLUCOME estime que l'acharnement contre la RPA et son directeur est un signe de mépris à l'égard de ce médium suite aux différentes dénonciations qu'elle ne cesse de faire à l'endroit des personnes qui détournent des biens de l'Etat ou impliquées dans des scandales de toute nature. En outre, Gabriel Rufyiri trouve que la RPA publie des choses qui mettent en péril les intérêts de certains ténors du pouvoir.

Il trouve par ailleurs que l'arrestation du directeur de cette radio ne vise qu'à détourner l'attention des observateurs pour que ces derniers oublient les autres questions en rapport avec le 3ème mandat de Pierre Nkurunziza qui est anticonstitutionnel, le détournement des fonds publics qui devient problématique, le chômage et autres situations devenues insupportables. Il demande que le travail puisse continuer afin que la vérité soit connue. [bonesha/rtr/isanganiro]

=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] Nouvelles locales du jeudi 29 janvier 2015 @rib News, 29/01/2015 - La Confédération Syndicale du Burundi (COSYBU) s'insurge contre l'arrestation et l'incarcération de Bob Rugurika, le directeur de la RPA, en prison depuis le 20 janvier. Lors d'une conférence de presse animée ce jeudi, le président de cette association des syndicats du Burundi trouve qu'il s'agit

d'un emprisonnement arbitraire et illégal puisque Bob Rugurika n'a fait que son travail d'informer l'opinion. Tharcice Gahungu trouve que cette incarcération s'inscrit dans une logique de faire peur aux journalistes pour qu'ils ne fassent plus des enquêtes sur des dossiers dans lesquels certaines autorités du pays seraient impliquées.

Il ajoute que cette confédération va porter plainte contre le gouvernement du Burundi auprès du comité syndical de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) puisque cette arrestation viole le droit sur la liberté d'expression et d'information pour un journaliste couvert par certains droits liés à son métier. Ainsi, il demande la libération immédiate et inconditionnelle du directeur de la RPA et le soutien des autres organisations amies de la région et du monde entier.

Il demande également aux journalistes de ne pas perdre le courage et plus particulièrement à Bob Rugurika même s'il est en prison. Il demande aussi à toute la population d'exiger au gouvernement burundais le respect de ses droits et libertés. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====
=====
FEVRIER 2015
=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mercredi 11 février 2015 @rib News, 11/02/2015

- L'APRODH fait savoir que 6 Officiers de la Police Judiciaire (OPJ) avaient été désignés pour faire des enquêtes sur l'assassinat des trois soeurs de la paroisse Kamenge au mois de décembre de l'année dernière. Le président de cette organisation de la société civile burundaise ajoute que parmi ce groupe figurait le commandant de la police judiciaire et qu'ils avaient déjà interrogé pas mal de personnes dans le cadre de leurs enquêtes à ce sujet et dont certains qui avaient été trouvés en possession d'objets appartenant aux victimes. Pierre Claver Mbonimpa (photo) fait savoir qu'ils ont été déstabilisés et mutés dans d'autres services parce qu'ils étaient sur le point de mettre la main sur les vrais criminels.

Il continue donc de demander au parquet de garder les procès-verbaux et de les verser au dossier. Interrogé à ce propos, le porte-parole du parquet de la mairie indique qu'il ne connaît pas ces procès-verbaux puisque l'enquête a été faite par la police. De son côté, le porte-parole de la police indique qu'ils ont déjà terminé les enquêtes et que tout a été transmis au parquet de la République en mairie de Bujumbura. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- Les avocats de la défense dans le dossier Bob Rugurika font savoir qu'ils ont interjeté appel ce mercredi contre la décision du tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura de maintenir le directeur de la RPA en prison. Selon Maître Lambert Nigarura, ils ont fait cela dans la but de chercher la justice auprès des magistrats de la cour d'appel de Bujumbura qui pourront lire le droit et prendre une bonne décision. Il annonce que c'est une question de formalité puisque le concerné lui-même avait déjà indiqué en bas de l'ordonnance de mise en détention préventive qu'il interjette appel. Il ajoute également qu'ils ont demandé que l'audience se tienne à Bujumbura puisqu'ils ont même une procuration de Bob Rugurika pour qu'ils plaident même en son absence. [isanganiro/bonesha/rtr/rpa]

=====
=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] Nouvelles locales du mercredi 25 février 2015 @rib News, 25/02/2015 Le syndicat général des commerçants du Burundi (SYGECO) se dit étonné d'apprendre que le gouvernement du Burundi veut procéder à la concession de la place où était l'ancien marché central de Bujumbura parti en fumée en janvier 2013. Le président de cette association estime que cela équivaudrait à un simple massacre psychologique des victimes de cet incendie. Audace Bizabishaka annonce même que cela est inadmissible et que le syndicat va être dans l'obligation de porter plainte contre l'Etat du Burundi. Il estime en outre que cette place appartient aux anciens commerçants de ce marché et que par conséquent, personne ne peut prendre une mesure à ce sujet sans les en avertir. Il met tout de même en garde toute personne qui serait tentée d'être trompée par le gouvernement afin d'acheter cette place estimant que ce sera à ses risques et périls. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] La confédération syndicale du Burundi (COSYBU), les syndicats STEB, SLEB, SYNAPEP et CONAPES ainsi que les autres organisations de la société civile burundaises engrangées dans la lutte contre la vie chère annoncent qu'elles vont bientôt observer un mouvement de grève général pour réclamer de meilleures conditions de vie. Selon le président de l'OLUCOME qui s'est exprimé au nom de ces organisations, ils ont déjà écrit deux correspondances au président de la République pour demander que la taxe de 42 Fbu par minute ajouté au tarifs de télécommunication soit levée mais en vain.

Gabriel Rufyiri trouve donc que le président de la République n'est pas en train d'aider pour que cette situation soit débloquée. Ainsi, il affirme que cette taxe doit être supprimée et que le prix de l'essence soit revu à la baisse pour être fixé à 1700Fbu par litre puis que cela serait à tout le moins conforme au prix actuel du baril de pétrole sur le marché international. Il précise que le gouvernement a jusque ce vendredi pour décider et que si tel n'est pas le cas, une grève générale dans tous les secteurs tant publics que privés sera observée à partir de la semaine prochaine. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr/rtnb]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales des jeudi 26 et vendredi 27 février 2015 @rib News, 27/02/2015 Les organisations de la société civile burundaises réunies dans la campagne contre le 3ème mandat du président de la République ont annoncé ce jeudi qu'elles comptent marcher pacifiquement dans la ville de Bujumbura si le président actuel annonce qu'il va se porter candidat. Selon ces associations, les deux correspondances qu'elles ont déjà envoyées au président pour lui demander de se prononcer n'ont pas encore trouvé réponse jusqu'à présent. Elles trouvent que cette attitude montre bien que le président cherche des manœuvres pour se présenter à la présidentielle et précisent que le même jour, elles vont marcher pacifiquement puisque cette candidature sera contraire aux accords d'Arsuha et à la Constitution du Burundi.

Elles trouvent par ailleurs qu'il y a des signes probants montrant que le président actuel est déjà fatigué. Elles citent le fait que des dossiers brûlants ne sont pas traités comme par exemple l'assassinat des trois religieuses, la justice prise en otage par le pouvoir, les emprisonnements abusifs, les malversations économiques récurrentes, la corruption, la disparition des places publiques, les menaces contre les artistes qui conseillent à travers leurs chansons et autres maux. Elles estiment que ceux qui ne veulent pas le changement veulent protéger à tout prix leurs intérêts privés et leur personne contre les poursuites judiciaires étant donné le sang qu'ils ont sur leurs

mains. Selon elles, cela peut disparaître si du sang nouveau vient être injecté dans la sphère gouvernementale au plus haut sommet. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

- Plus de 1500 associations et collectifs des associations féminines annoncent qu'elles ne peuvent pas cautionner un 3ème mandat du président de la République. En effet, selon ces associations, chaque burundais est contre la guerre, l'esclavage, l'égoïsme, les divisions ethniques, la gestion frauduleuse des biens de la communauté, le manque de justice indépendante. Ainsi, selon la vice-présidente de CAFOB, leur position est le respect de la loi et rien que la loi. Soline Rubuka voit donc que le président Nkurunziza doit respecter la Constitution et les Accords d'Arusha qui limitent le nombre de mandats présidentiels à deux. Ainsi, elle annonce que si Pierre Nkurunziza tente de briguer un autre mandat, elles vont se joindre aux autres pour protester vigoureusement dans la rue. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales des jeudi 26 et vendredi 27 février 2015 @rib News, 27/02/2015 Les représentants de l'OLUCOME et du SYGECO ont été reçus en audience par l'ambassade de la Chine au Burundi, c'est après qu'ils aient dénoncé l'octroi de la place qui abritait l'ancien marché central de Bujumbura à une société de droit chinois. Ils ont affirmé que les échanges se sont bien passés et que l'ambassade de la Chine a promis qu'elle va s'y investir pour chercher à comprendre la situation. Audace Bizabishaka ajoute même que la Chine est résolue à coopérer pour ne pas salir les relations entre les deux pays pour un seul projet alors qu'il y a une multitude de projets à accomplir ensemble. Ainsi, il assure que l'ambassade de la Chine a promis de faire des enquêtes afin qu'à la prochaine rencontre ils aient des repères solides communs pour échanger utilement et comprendre les choses de la même manière. [bonesha/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] La PARCEM trouve que l'octroi de la place où était le marché central de Bujumbura avant qu'il prenne feu apportera une plus-value à l'économie nationale si et seulement si il est accompagné d'une mise en place d'un centre de gestion et d'orientation stratégique. Faustin Ndikumana apprécie tout de même le fait qu'une telle place doit être mise en valeur mais demande que ce centre soit créé afin de mettre les infrastructures qui y seront érigées dans une vision globale du développement du pays. Il trouve que ce programme contient des volets importants comme le fait que la société Sino-Africa Tradings and Investment Initiatives ne va pas avoir un droit de propriété sur les infrastructures construites et que les taxes payées vont entrer dans les caisses de l'Etat sans oublier un personnel burundaise qui sera engagé. Selon lui, le gouvernement burundais doit seulement être vigilant pour contrôler la mise en place de ce programme afin que les burundais y tirent un profit considérable et conforme à la réalité. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr/rtnb]

=====
=====

MARS 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales des jeudi 05 et vendredi 06 mars 2015 @rib News, 06/03/2015 L'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG) estime qu'aucune loi de ce pays ne permet pas au président actuel de briguer un autre mandat à la tête de l'Etat encore moins les accords d'Arusha. Selon le président de cette association de la société civile burundaise, Pierre Nkurunziza a déjà prêté serment deux fois au moment où la constitution annonce qu'un mandat présidentiel commence par une prestation de serment.

Maître Godefroid Manirambona estime par ailleurs qu'à côté de cette exigence légale, le règne de Pierre Nkurunziza a par ailleurs été caractérisé par des dérives et exactions qui montrent à suffisance qu'il ne peut pas continuer à diriger le pays. Il cite à titre d'exemple les assassinats, la corruption, les prix qui ont augmenté, la mauvaise gouvernance économique et démocratique, l'injustice, les exécutions extra-judiciaires et autres.

Ainsi, il demande au président de la République de quitter son silence et de déclarer qu'il ne va pas se présenter aux élections qui approchent afin de lever l'équivoque. Il lui demande aussi de ne pas écarter ceux qui lui conseillent avec juste raison de ne pas se présenter. A la CENI, il demande de disqualifier tous ceux qui voudront se présenter illégitimement aux élections à commencer par Nkurunziza lui-même. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 03 mars 2015 @rib News, 03/03/2015 L'APRODH estime que l'évasion ce dimanche de Hussein Radjabu de la prison centrale de Mpimba est difficile à expliquer. Le président de cette organisation de la société civile burundaise estime que le plan de cette évasion doit avoir été préparé minutieusement par des personnalités importantes. Pierre Claver Mbonimpa doute par ailleurs de la véracité des déclarations du porte-parole adjoint du ministère de la justice qui parle d'une évasion purement et simplement au lieu d'un kidnapping. Il rappelle qu'il y a, dans les jours passés, des personnes qui ont été retirées des prisons soi-disant pour les faire évader mais en réalité pour les tuer afin de faire disparaître les preuves des infractions commises. Il demande ainsi d'être prudents et d'attendre des signes de cette évasion, mais ajoute qu'en attendant, l'hypothèse de kidnapping est privilégiée. [rpa/bonesha/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 03 mars 2015 @rib News, 03/03/2015 L'APRODH fait savoir qu'il y aurait un plan d'élimination physique du directeur de la RPA et de certains responsables des organisations de la société civile. Selon le président de cette organisation de la société civile burundaise, les principaux instigateurs de cette sale besogne sont les personnes citées dans l'assassinat des trois secours italiennes à la paroisse Kamenge en septembre dernier. Pierre Claver Mbonimpa ajoute que leur objectif visait à faire disparaître les preuves de leur forfait pour rester impunis. Il demande à la justice et à la police de suivre de près cette question pour ne pas les laisser mettre à exécution ce plan macabre. Selon lui, si de tels crimes se commettent, le pays tout entier va en subir les conséquences. Il demande ainsi au gouvernement d'y mettre du sérieux et de prévenir en temps utile puisqu'un journaliste ou un défenseur des droits de l'homme qui disparaît est une perte énorme pour son pays. [rpa]

=====
=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] Nouvelles locales du mercredi 11 mars 2015 @rib News, 11/03/2015
Le président de la République a pris une décision de suspendre l'attribution de la place qui abritait l'ancien marché central de Bujumbura à une société de droit chinois. Selon le porte-parole de Nkurunziza, cette décision a été dictée par des impératifs de bien préparer des élections paisibles. Léonidas Hatungimana précise qu'au moment où certains commençaient à spéculer sur la situation pour semer le désordre, il fallait y sursoire pour que ce ne soit pas un prétexte. Ainsi, il souligne que le projet sera réexaminé après les élections étant donné que l'objectif de cette attribution, c'est une remise en valeur de cette place comme il l'affirme. [isanganiro/rpa/bonesha/rtnb/rtr]

- Suite à cette décision, l'OLUCOME se dit satisfaite. Le président de cette organisation de lutte contre la corruption et les malversations économiques estime même que ceux qui ont eu émis cette idée devraient être limogés de leurs fonctions. Gabriel Rufyiri pointe du doigt l'ambassadeur du Burundi en Chine de même que le ministre des travaux publics qui avait présenté cet projet au conseil des ministres. Il ajoute que si tel n'est pas le cas, ce sera un signe que le président de la République les avait lui-même mandatés pour agir ainsi. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du jeudi 12 mars 2015 @rib News, 12/03/2015
L'OLUCOME trouve étonnant le fait que les taxes de communication restent élevées au Burundi plus que dans d'autres pays de la sous-région. Le président de cette association de la société civile engagée par ailleurs dans la lutte contre la vie chère trouve aussi que la croissance au Burundi reste autour de 4% alors que dans d'autres pays de la même sous-région elle avoisine les 8%. Gabriel Rufyiri trouve que cela est la preuve suffisante que le gouvernement du Burundi n'aime pas ses sujets et qu'il cherche toujours à satisfaire ses propres intérêts au détriment de ceux de la population qui est pauvre. Il reste convaincu que les choses peuvent changer mais annonce que si tel n'est pas le cas, ils ne vont ménager aucun effort pour dénoncer ce système jusqu'à aboutir une solution durable. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] Nouvelles locales du jeudi 12 mars 2015 @rib News, 12/03/2015
Le Syndicat Général des Commerçants (SYGECO) se dit satisfait de la mesure prise par le président de la République de suspendre l'attribution de l'ancien marché central de Bujumbura à une société de droit chinois. Le président de ce syndicat se réjouit du fait que le président de la République ait entendu et pris en considération les appels lancés par divers intervenants. Audace Bizabishaka remercie par ailleurs ceux qui ont conseillé au président d'abandonner ce projet notamment l'OLUCOME. Il reste déterminé que ce syndicat ne va pas, même après les élections, laisser que cette place soit attribuée à une société étrangère sans que les intérêts des commerçants victimes de l'incendie qui a ravagé ce marché soient respectés. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr/rtnb]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du jeudi 12 mars 2015 @rib News, 12/03/2015
Certaines organisations de la société civile burundaise ont adressé une correspondance au Conseil de sécurité des Nations Unies pour lui demander de suivre de près la situation au Burundi. Elles estiment d'une part que la Commission Nationale des Terres et autres Biens (CNTB) devrait être neutre et impartiale, ce qui n'est pas le cas alors qu'elle est chargée d'une mission de réconciliation nationale. Elles trouvent que cette commission est plutôt partielle et suite à cela, elle ne peut pas concilier les intérêts en présence. D'autre part, elles affirment que des enquêtes sur l'attaque de Cibitoke devraient être menées d'une manière neutre et objective. Ces organisations estiment que les exactions extrajudiciaires commises doivent être sanctionnées conformément à la loi, mais que les enquêtes ne sont pas bien diligentées. Ainsi, elles demandent au Conseil de sécurité de faire tout ce qu'il peut faire pour que ces enquêtes aboutissent. Ces organisations sont : Impunity Watch, AC-Génocide Cirimoso, FORSC, AMEPECI Girubuntu. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa]

=====
=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] Nouvelles locales du jeudi 12 mars 2015 @rib News, 12/03/2015
Les confédérations syndicales du Burundi (COSYBU et CSB) ainsi que plus de 300 syndicats privés ont décidé de porter plainte contre le gouvernement du Burundi devant le comité de la liberté syndicale de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) pour exiger le respect de la liberté syndicale au Burundi. Selon le vice-président du COSYBU, le gouvernement du Burundi ne respecte pas ce droit sur plusieurs plans. Célestin Nsavyimana se base sur les conséquences de la grève générale observée par les syndicats en date du 5 mars courant. Il affirme que ceux qui ont participé à cette mobilisation sont en train d'être malmenés par les services de l'Etat ou privés ou les chefs de services qui les dirigent. Il donne l'exemple des commerçants du marché de Ruziba qui n'ont pas été autorisés à travailler pendant plus de deux jours, des policiers de la Police Spéciale de Rouage (PSR) qui ont photographié les véhicules qui ont observé ce mouvement, les travailleurs de la fonction publique qui sont mutés sans raisons pour ne citer que ces cas. Il ajoute qu'ils ont adressé une correspondance au président de la République pour qu'il arrête de telles mesures puis -que les manifestants avaient remplis toutes les formalités exigées par la loi et qu'il est de leur droit de manifester leur mécontentement. Il termine en affirmant qu'une copie de cette plainte sera envoyée au ministre de la fonction publique, du travail et de la sécurité sociale. [bonesha/rtr/isanganiro/rpa/rtnb]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du lundi 16 mars 2015 @rib News, 16/03/2015
Suite à cette attaque, Rwaswa Agathon a réagit ce lundi. - L'ACAT Burundi a aussi réagit suite à cette tentative d'assassinat. Selon le président de cette organisation de la société civile burundaise, il est regrettable et étonnant d'entendre qu'il y a des personnes qui ne pensent plus qu'à verser du sang. Maître Armel Niyongere voit que le gouvernement a défailli à sa mission de protéger la population et surtout les politiciens de l'opposition. Il lance un clin d'oeil au gouvernement pour qu'il procède sans tarder à la protection de ces personnes affirmant même que ce qui va leur arriver sera mis à sa charge et qu'il devra en répondre. Il demande aussi la conduite des enquêtes indépendantes et rapides pour mettre la lumière sur ce cas. [rtr/rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] Nouvelles locales du lundi 16 mars 2015 @rib News, 16/03/2015
- L'association burundaise des consommateurs (ABUCO) estime qu'il est préoccupant que l'essence manque cruellement au Burundi dans ces derniers jours. Selon le porte-parole de cette organisation de la société civile burundaise par ailleurs engagée dans la lutte contre la vie chère, le gouvernement devient de plus en plus complice de cette situation puis qu'il devrait prendre des mesures pour contraindre les importateurs de ces produits de les mettre à la disposition des consommateurs. Pierre Nduwayo trouve cette situation énormément préjudiciable à la population toute entière puisque les prix des autres services surtout de transport augmentent drastiquement. Il constate que les commerçants de ces produits sont de mauvaise fois puisqu'à chaque fois que le prix de ces produits a diminué, ils ont trouvé des justifications pour qu'ils soient encore une fois revus à la hausse. Il demande au gouvernement de les punir conformément à la loi. La ministre du commerce et de l'industrie explique cette situation par le maque de devises pour ces commerçants, mais tranquilise que la BRB a déjà donné une somme de 10 millions de dollars pour que ces commerçants puissent payer les arriérés de dettes qu'ils ont envers leurs fournisseurs. [rtnb/rtr/rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 17 mars 2015 @rib News, 17/03/2015
- L'APRODH fait savoir qu'une liste de 13 personnes qui seront assassinées dans les jours qui viennent a été confectionnée pour être des obstacles au travail du parti au pouvoir. Selon le président de cette organisation de la société civile militant pour les droits de l'homme et des personnes détenues, 4 réunions ont été déjà tenues dans le but de préparer et mettre en exécution ce plan dont l'une a eu lieu à Mabanda en province de Makamba et les trois autres en mairie de Bujumbura. Pierre Claver Mbonimpa ajoute que 24 personnes dont des étrangers et des policiers ont été recrutés pour accomplir ce travail macabre et ces personnes sont citées dans différents dossiers d'assassinat et qui ne sont ni punies ni inquiétées. Ce fervent défenseur des droits de l'homme affirme pourtant qu'il ne va pas fléchir devant de tels projets mais qu'il va plutôt continuer à dénoncer ce qui ne va pas tout en restant confiant en la protection de son Dieu. A titre informatif, il fait savoir que les personnes visées par ce plan d'assassinat sont Pierre Claver Mbonimpa, Léonce Ngendakumana, Rwaswa Agathon, Pacifique Nininahazwe, Marguerite Barankitse dite Maggy de la maison Shalom à Ruyigi, le journaliste Bob Rugurika et bien d'autres. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 17 mars 2015 @rib News, 17/03/2015 - Le Collectif des Associations Féminines et ONGs du Burundi (CAFOB) dénonce lui aussi cette tentative d'assassinat d'une femme d'un politicien de l'opposition. Selon la vice-présidente de ce collectif, il est illogique qu'une femme soit victime des activités de son mari sans pour autant qu'elle y soit impliquée. Soline Rubuka trouve en effet qu'il s'agit d'une violation des droits des femmes au moment où les autres voies s'élèvent pour faire de la femme un être important dans la société. Elle demande que cela cesse dans les meilleurs délais et que les femmes soient libres dans leurs mouvements sans se soucier de ce que leurs maris font dans le pays. [rtr/rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIVINT] [POL] De sa part, Human Rights Watch qui avait alerté le gouvernement burundais sur des crimes à caractère sexuel commis par ses soldats sur des femmes et filles somaliennes dit que ces enquêtes sont difficiles du moment que les victimes préfèrent rester silencieuses. Selon cette organisation internationale, elles ont peur de se retrouver en prison suite à leurs déclarations et d'être blâmées dans la société et préfèrent le silence. Elle précise tout de même qu'elle est ravie de ce pas et demande que les enquêtes continuent dans le but de découvrir la vérité et de produire un rapport qui rencontre l'assentiment de tous les partenaires. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [ECO] [UPRONA] Nouvelles locales des jeudi 19 et vendredi 20 mars 2015 @rib News, 20/03/2015

L'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO) dénonce les propos de la ministre du commerce et de l'industrie qui a affirmé que les importateurs des produits pétroliers sont endettés et qu'il n'y a pas de devises au pays pour qu'ils puissent aller payer leurs dettes. Selon le porte-parole de cette association engagée par ailleurs dans la lutte contre la vie chère, il est clair que la ministre s'est fait porte-parole des importateurs des produits pétroliers au lieu de regarder l'intérêt de la population. Pierre Nduwayo estime par ailleurs qu'il est incompréhensible que les devises manquent seulement pour les produits pétroliers et pas ailleurs dans d'autres domaines. Il demande au gouvernement de prendre les choses en mains afin que la situation se normalise au profit de la population en particulier et de l'économie nationale en général. [rpa/bonesha/isanganiro]

=====
=====

[SOCIV] [REL] La Communauté Islamique du Burundi (COMIBU) se dit contre le 3ème mandat du président Nkurunziza. Selon le représentant de la commission de gestion transitoire de cette communauté, cette candidature serait synonyme de mépris à l'égard du peuple burundais concernant des accords conclus dans la cadre de la bonne gouvernance. Haruna Nkunduwigwa estime par ailleurs que son pouvoir s'est manifesté par le non-respect des intérêts de la communauté islamique du Burundi à tel point qu'elle reste divisée sous l'influence de ce même pouvoir. Il demande à tous ceux qui ne se sont pas fait inscrire d'aller le faire dans cette période de prolongation afin d'exercer leur droit de vote et de changer les choses. Il estime par ailleurs que personne ne devrait pas être distrait par cette question de la candidature de Nkurunziza qui n'a même pas raison d'être. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales des jeudi 19 et vendredi 20 mars 2015 @rib News, 20/03/2015

- Les organisations de la société civile engagées dans la campagne dite " Non au 3ème mandat du président Nkurunziza" font savoir que leur campagne va continuer pour empêcher le président à violer la Constitution et les Accords d'Arusha. Selon Vital Nshimirimana, il y a des doutes sur la situation actuelle du pays où l'on commence à observer des phénomènes de tentative d'assassinat contre les épouses des opposants politiques lesquels sont contre ce mandat illégal. Il interpelle la mère du président de la République pour qu'elle conseille à son fils de laisser tomber ce mandat afin de donner une chance aux burundais de vivre une paix durable. Il rappelle qu'ils vont impérativement descendre dans les rues si cette candidature est annoncée et estime qu'il ne s'agira

pas d'une révolte comme certains le pensent, mais que c'est le président lui-même qui les aura incités à manifester. [rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 24 mars 2015 @rib News, 24/03/2015 Les organisations de la société civile engagées dans la campagne contre le 3ème mandat du président Nkurunziza apprécient positivement le fait que certains membres influents du parti présidentiel aient demandé au président Nkurunziza de ne pas se présenter aux élections de juin 2015. Selon le secrétaire général du Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE), il s'agit d'un acte de bravoure que de dire ce qui ne va pas au sein d'un système où l'on se trouve. Maître Janvier Bigirimana estime par ailleurs que le silence que le président de la République affiche face à cette question montre bien qu'il est résolu à présenter sa candidature lors de ces élections. Il lui demande ainsi de donner la paix aux burundais et de lâcher ce mandat sans verser de sang. [rtr/rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [POL] Burundi: Grande marche historique pour la Paix à travers tout le Pays
<http://burundi-agnews.org/societe/burundi-grande-marche-historique-pour-la-paix-a-travers-tout-le-pays/>

Le Burundi, ce samedi 28 février 2015, a connu une journée historique avec une gigantesque Marche Manifestation pour la paix organisée dans toutes les grandes villes du pays. La population répondait à l'appel du Gouvernement pour dénoncer la récente attaque armée de terroristes (des rebelles venus de RDC Congo) à Cibitoke dans la nuit du mardi 30 décembre 2014, qui souhaitaient renverser les institutions démocratiques burundaises. Bref, préparer un Coup d'Etat !

A Bujumbura, M. Saïdi JUMA, maire de Bujumbura, a réussi à mobiliser pour la Marche nationale pour la Paix près de 50 000 personnes qui ont déambulé dans toutes les grands artères de la capitale burundaise.

Les manifestants étaient des femmes, des enfants, des vieux, des hommes, et tous, de simples citoyens ou de personnalités qui avaient en commun l'amour de la Paix et de la politique de développement socio-économique en cours au Burundi.

M. Saïdi JUMA a rappelé grosso-modo lors de son discours en Kirundi aux manifestants combien l'acquisition de la Paix avait été difficile au Burundi, et a appelé les citoyens burundais à se battre pour préserver cette Paix, coûte que coûte. En appelant aussi une partie de politiciens burundais nostalgiques du passé dictatorial, de citoyens de la Société Civile burundaise, à certains journalistes et leurs média, à déposer la hache de la guerre (cfr. la Guerre civile du Burundi 1993-2003 – http://burundi-agnews.org/guerre_civile_burundaise_1993_2003.htm) qui est terminée déjà depuis plus de 10 ans, pour enfin se tourner vers la Paix. Tout cela pour dire simplement qu'aujourd'hui le Burundi n'est plus une Dictature militaire, appartenant aux seules Bahima burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya). Le Burundi est devenu une Démocratie qui se met en place depuis 10 ans... M. Saïdi JUMA a interpellé certains think tank (comme HRW, FIDH, RSF, ou ICG) à ne pas tromper l'opinion internationale en la désinformant sur la situation au Burundi. C'est à dire que ces think tank doivent être tournés vers la Paix et non à préparer une guerre future ...

Cette marche pacifique et historique s'est déroulée sans encombre et s'est terminée par une grande fête de la Musique géante sur les plages du Tanganika à Bujumbura.

A Kayanza, un peu plus au nord du Burundi, à l'intérieur du Pays, aux mêmes instants, c'est une marée humaine, rassemblée autour du très populaire président africain du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre [<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=15828>], qui s'étaient rassemblés pour dire

OUI à la Paix et remercier le Président qui ne les a pas oublier, en consacrant son temps à leurs côtés, à mettre en place des perspectives de développement socio-économiques.

Cette effervescence joyeux et pacifique était à noter dans toutes les grandes villes des 17 (bientôt 18) provinces du Burundi, et cela a quelques semaines des 3ème élections démocratiques consécutives organisées depuis 2005.

DAM, NY, AGNEWS, le dimanche 1 Mars 2015

=====
=====

[SOCIVINT] [ECO] Burundi: IZERE et sa boulangerie hollandaise à Kamenge

A Bujumbura, ce lundi 2 mars 2015, les badauds pouvaient observer une des réalisations concrètes de la coopération multilatérale avec le Royaume des Pays-Bas. L'ONG Izere de Hollande a érigé les bureaux de son siège social au Burundi, en plein commune Kamenge, dans le quartier Mirango. Ce qui frappe lorsque l'on entre dans cette demeure, c'est la grande boulangerie avec du pain de qualité hollandaise. Quelle odeur le matin ! Les Barundi en raffolent déjà ...

Au Burundi, IZERE participe à l'encadrement des jeunes Barundi dans des activités sportives. Mais aussi, IZERE est connu les opérations chirurgicales qu'elle organise dans un cadre humanitaire avec des médecins néerlandais qui viennent soigner bénévolement des Barundi démunis. Izere est l'œuvre de la diaspora burundaise au Royaume des Pays-Bas

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 2 mars 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] Burundi/Elections 2015: Plus d'un Million personnes ont marché pour la Paix

A travers tout le Burundi, ce samedi 28 mars 2015, ce sont plus d'un Million de Barundi qui se sont mobilisés à travers tout le Burundi pour la Marche de la Paix organisée par l'Etat burundais en vue de détendre l'atmosphère à quelques jours du début des scrutins démocratiques 2015 ...

A Cibitoke, le très populaire président africain du Burundi, S.E. NKURUNZIZA Pierre [<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=15828>] s'était joint à la population de la Commune BUGANDA pour une marche pour la Paix.

Le Président, S.E. NKURUNZIZA a demandé à la population de CIBITOKÉ de rester calme car les élections vont se dérouler à merveille et dans la sérénité. S.E. NKURUNZIZA a félicité la population de CIBITOKÉ qui a bien réagit lors de l'agression de rebelles fin décembre 2014 venu de la RDC Congo. Il leur a demandé de poursuivre de la sorte.

Le plus impressionnant étaient les habitants de la Commune BUGABIRA en Province KIRUNDO, ce sont près de 100 000 personnes qui étaient amassés dans une sorte de brousse et qui scandaient qu'ils voulaient "le Président"... Respectez la volonté du Peuple burundais !

A Bujumbura, M. Saidi JUMA, Maire de la ville, était à la tête du cortège de la marche pour la Paix, qui a commencé au Rond point des Nations Unies pour prendre fin au port de Bujumbura. Un participant de la Marche, interviewé par AGnews, disait : "Il faut que S.E Ban Ki Moon, Secrétaire général des Nations Unies, et son laquais, M. Parfait Onanga-Anyanga, l'ex-patron du Bureau des Nations Unies au Burundi BNUB chassait du Burundi pour incompétence, cessent ! Ce n'est pas l'ONU qui a aidé les Barundi à récupérer leur Pays. Ce n'est pas à l'ONU de dire qui les Barundi ont besoin pour être dirigés en ne respectant pas l'Etat de Droit des Barundi". L'ambiance était chaude. Une grande foule s'est déversée sur le tronçon tracé jusqu'au bord du lac Tanganyika. M. Prosper BAZOMBANZA, Vice Président du Burundi, a rassuré dans son discours, en rappelant que la sécurité est là à travers tout le Burundi.

A MUYINGA, M. Victor BURIKUKIYE, Vice-Président du CNDD-FDD au niveau national, a indiqué dans son discours de circonstance lors de la Marche, que les autorités avaient bien compris le message des Barundi...

Ce marche national pour la Paix, organisé par le Ministère de l'Intérieur du Burundi, s'est terminé dans la joie et le calme. Il n'y a eu aucun débordement. Ce qu'il faut retenir c'est que le message était clair pour ceux qui essaient de traficoter contre le Burundi. Les occidentaux anti-Nkurunziza Pierre, avec leurs larbins (valets) burundais planqués à la capitale Bujumbura, n'auront qu'à bien se tenir. Tout le Burundi profond, malgré les appels d'une Eglise "anti-Barundi", sait déjà pour qui il veut voter. En 1993, les mêmes gens (et leurs amis occidentaux) ont dit non aux choix du peuple des Barundi en assassinant la personne de Feu Melchior NDADAYE, héros National. Aujourd'hui, le Peuple des Barundi veut sa revanche. Il souhaite le montrer et voter son choix et non celui que l'on veut lui imposer ...

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 31 mars 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 31 mars 2015 @rib News, 31/03/2015

- Le FORSC s'insurge contre l'organisation par le gouvernement d'une marche soit disant de soutien à la paix alors qu'il s'agit d'une campagne politique du parti CNDD-FDD. Alors que ce samedi a eu lieu la deuxième marche, le délégué général de ce forum de la société civile burundaise trouve pourtant l'objectif de telles marches est de salir l'image des opposants politiques et de la société civile de telle sorte que certains se voient même intimidés, agressés et menacés de mort. Vital Nshimirimana estime par ailleurs qu'il s'agit plus particulièrement d'intimider ceux qui sont contre le 3ème mandat du président de la République à la tête de l'Etat. Il demande que cela cesse et que personne ne soit plus vu d'un mauvais œil pour avoir dénoncé ce qui ne va pas. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====
=====

AVRIL 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mercredi 1er avril 2015 @rib News, 01/04/2015

- Les organisations de la société civile engagées dans la lutte contre le 3ème mandat de Pierre Nkurunziza à la tête de l'Etat estiment que le langage déjà utilisé jusqu'ici pour essayer de persuader ce dernier à ne pas se présenter à la présidentielle de juin prochain n'est pas peut-être compréhensible à son égard. Ainsi, elles ont décidé de lui montrer un carton rouge tel un joueur de football pour dire qu'il est disqualifié dans le match en question. Selon Vital Nshimirimana, il s'agit d'une manière qu'il pourra peut-être comprendre rapidement puisqu'il est footballeur pour ainsi lui dire qu'il n'est pas éligible à la présidentielle de cette année selon la loi.

D'un autre côté, il demandent que ce jeudi à 12h20 minutes, toute personne qui est contre ce 3ème mandat fasse un bruit soit de klaxon, de cloches ou toute autre chose qui fait de bruit comme par exemple les casseroles, les assiettes ou autres dans le but de dire non à ce mandat illégal. Il s'étonne également du fait que certaines personnes se sont données le devoir de salir l'image de ceux qui sont contre ce 3ème mandat et que paradoxalement, ce sont ces mêmes personnes qui sont placées dans de hautes fonctions du pays. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

- La Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME) trouve que chaque personne a le droit de dire ce qu'il pense d'un quelconque sujet dans le pays. Selon la présidente de cette coalition, personne n'a le droit d'intimider les autres sur les déclarations à faire puis que cela

est contre les principes démocratiques. Justine Nkurunziza se base sur les déclarations du premier vice-président du parti CNDD-FDD en province Muyinga qui a comparé ceux qui sont contre le 3ème mandat de Nkurunziza à ceux qui ont tué Rwagasore et Ndadaye.

Elle voit aussi que le message des anciens combattants est plein de menaces à l'endroit des mêmes personnes. Ainsi, elle trouve que la sécurité des manifestants ne devrait pas être une affaire des anciens combattants mais de la police qualifiée en cette matière. Elle demande que ces intimidations cessent afin de privilégier l'avancement de la démocratie dans le pays. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du vendredi 03 avril 2015 @rib News, 03/04/2015
- Les organisations de la société civile de la communauté de l'Afrique de l'Est viennent d'adresser une correspondance au président tanzanien qui assure actuellement la présidence de cette communauté pour lui demander de suivre de près la situation politico-sécuritaire au Burundi. Selon ces organisations, les statuts constitutifs de la communauté de l'Afrique de l'Est peuvent être violés en ce sens que le Burundi peut être conduit dans une période d'insécurité à cause des décisions prises par ses dirigeants. Elles estiment aussi que les accords d'Arusha et la Constitution du Burundi sont claires en ce qui est des mandats présidentiels et que donc cette question ne devrait pas poser de problèmes.

Elles ajoutent aussi que les Imbonerakure doivent cesser à perturber la sécurité des citoyens pour ne pas perturber la paix. Par ailleurs, elles estiment que la distribution des armes à la population civile de même que des entraînements paramilitaires que ces civils suivent sont de nature à mettre la paix en danger.

Ainsi donc, elles demandent au président Kikwete de mettre la pression sur le gouvernement de Bujumbura pour qu'il prenne des décisions qui ne mettent pas en péril la paix chèrement acquise dans le pays de Mwezi Gisabo. Elles ajoutent également que la persécution de ceux qui ne veulent pas du 3ème mandat de Nkurunziza doit aussi cesser pour laisser la chance à la démocratie de s'enraciner définitivement. [rtr/rpa/bonesha/isanganiro]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 07 avril 2015 @rib News, 07/04/2015
- La ligue des droits de l'Homme Iteka trouve que chaque personne a le droit de fuir si elle estime que sa sécurité n'est pas garantie là où elle vit. Le président de cette association de défense des droits de l'Homme déplore le comportement des administratifs dans la commune Bugabira de donner le pouvoir aux Imbonerakure de surveiller les frontières empêchant ainsi aux gens de fuir ce qu'ils qualifient d'insécurité. Anschère Nikoyagize estime que ce sont seulement les militaires qui sont chargés de surveiller les frontières et s'ils ont besoin d'un renfort, ce n'est pas dans les jeunes affiliés aux partis politiques qu'ils iraient le chercher. Il trouve par ailleurs que le comportement de ces jeunes affiliés au parti au pouvoir causent des maux depuis longtemps à la population et cela malgré les cris des uns et des autres et que donc il est illogique que ce soient eux qui vont leur empêcher de s'en aller alors même qu'ils sont à l'origine de ce départ. Ainsi, il demande à l'armée de suivre de près cette situation pour le bien de tout le monde. [isanganiro/bonesha/rpa]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du jeudi 09 avril 2015 @rib News, 09/04/2015

- Les organisations de la société civile engagées dans la campagne "Justice pour Manirumva" ne désarment pas 6 ans après l'assassinat de celui qui fût le vice-président de l'OLUCOME. Selon le président de l'APRODH, les commanditaires de cet assassinat doivent être punis conformément à la loi qu'il neige ou qu'il vente. Pierre Claver Mbonimpa estime que la justice ne veut pas poursuivre les vrais suspects dans cette affaire comme elle le fait d'ailleurs dans d'autres dossiers. Il considère que le général Adolphe Nshimirimana, le commissaire David Nikiza ainsi qu'un certain Runyanya devraient être entendus dans le cadre des enquêtes à ce sujet. Il rappelle que des témoignages concordants sur leur participation dans cet assassinat ont été faits par les exécutants de ce plan. Cela a été dit sur la tombe d'Ernest Manirumva à Mpanda où sa famille ainsi que les membres de ces organisations s'étaient rendus pour commémorer le 6ème anniversaire de son assassinat. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du jeudi 09 avril 2015 @rib News, 09/04/2015
- L'Action Chrétienne pour l'Abolition de la peine de mort et contre la Torture au Burundi (ACAT) déplore elle aussi les propos du porte-parole du parti CNDD-FDD. Selon le président de cette association de la société civile burundaise, c'est une honte pour une personne qui a été élue, qui siège au nom du peuple burundais et qui occupe de si hautes fonctions dans le pays et dans son parti politique. Maître Armel Niyongere précise qu'à entendre les propos de ce sénateur, celui-ci ne connaît pas les temps dans lesquels le pays se trouve actuellement. Il lui demande de se comporter avec humanité tant dans ses paroles que dans ses actions et d'avoir le courage de demander pardon aux personnes qu'il a visées, aux membres de son parti et au peuple burundais tout entier en signe de reconnaissance de la délicatesse de ses déclarations. [rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du lundi 13 avril 2015 @rib News, 13/04/2015 Le nommé Juvent Nduwimana qui vient de déclarer qu'il a participé au massacre des trois soeurs italiennes à la paroisse Kamenge en septembre dernier a été transféré à la prison centrale de Mpimba depuis la semaine passée. Selon le président de l'APRODH, il est incompréhensible de le placer dans une cellule d'isolement et que personne ne soit autorisé à lui rendre visite. Pierre Claver Mbonimpa trouve qu'il s'agit d'une manière de le traumatiser et de lui faire peur afin qu'il puisse dénaturer les déclarations qu'il a déjà faites. Ce fervent défenseur des droits de l'homme trouve que les preuves de la commission de cette infraction peuvent être compromises par cet acte délibéré des autorités pénitentiaires. Il estime que les déclarations de Mwarabu et celles de Juvent devraient guider le parquet dans ses enquêtes. Il demande par ailleurs que l'affaire soit fixée le plus tôt possible pour que la vérité soit mise au grand jour avant la disparition des preuves. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du lundi 13 avril 2015 @rib News, 13/04/2015 Le syndicat CONAPES fait savoir que le dialogue avec le gouvernement du Burundi arrive à un stade avancé. Le président de ce syndicat des enseignants de l'école secondaire précisé qu'ils ont déjà signé un document qui va servir de base à la signature d'un accord global sur leurs revendications.

Emmanuel Mashandari précise que ce document inspire la confiance puisqu'il a été signé par les ministres de l'Enseignement primaire et secondaire, de la Fonction publique et des Finances ainsi que le syndicat en question. Il précise donc que le contenu principal de ce document est que les réclamations des enseignants seront inscrites dans le budget de 2016. Ainsi, il demande aux enseignants de préparer les résultats du second trimestre qu'ils avaient retenus et de les donner aux élèves. Il promet que le mouvement ne s'arrête pas pour autant puisque n'est que le début mais espère que ce début est prometteur même si le gouvernement accepte souvent de signer sans pour autant arriver à mettre en application les engagements pris. [rtnb/rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du jeudi 16 avril 2015 @rib News, 16/04/2015
- Plus de 300 associations de la société civile engagées dans la campagne « Halte au 3ème mandat de Pierre Nkurunziza » constatent que l'armée burundaise ne veut pas désarmer les Imbonerakure. Selon Vital Nshimirimana, il n'est pas compréhensible que l'armée burundaise puisse participer avec autant de bravoure dans des missions délicates de maintien de la paix dans d'autres pays, mais qu'elle ne parvienne pas à désarmer ces jeunes affiliés au parti au pouvoir. Selon lui, il ne s'agit pas d'une incapacité, mais plutôt qu'un manque de volonté de sa part.
Selon Pierre Claver Mbonimpa, si le président de la République annonce sa candidature à l'élection présidentielle de juin prochain, il aura lui-même déclenché des mouvements de contestation. Il précise qu'ils vont descendre dans les rues pour protester contre cette candidature. Ainsi, ces organisations viennent d'adresser une correspondance au Conseil de sécurité des Nations Unies et au Secrétaire général des Nations Unies pour leur demander de voter une résolution exigeant à l'armée burundaise de désarmer ces Imbonerakure avant que le pire n'arrive. [bonesha/isanganiro/rpa/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du vendredi 17 avril 2015 @rib News, 17/04/2015
Le président de la ligue des droits de l'homme Iteka trouve étonnant le comportement de la police face aux manifestants anti-troisième mandat de Pierre Nkurunziza. Le président de cette association de défense des droits de l'homme estime que ceux qui sont contre cette candidature doivent avoir raison dans la mesure où ils ont été soutenus par la plupart de ceux qui se sont déjà exprimés à ce sujet. Anshère Nikoyagize trouve donc que ce n'est pas la police qui va empêcher à la population d'exprimer son sentiment eu égard à cette question combien importante pour le pays tout entier. Il demande plutôt que les principes démocratiques soient respectés dans le but de protéger les acquis de cette vertu de la bonne gouvernance mondiale. [bonesha/isanganiro/rpa]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du lundi 20 avril 2015 @rib News, 20/04/2015
Droits de l'Homme - La ligue des droits de l'homme Iteka se dit inquiète de la situation socio-sécuritaire dans le pays. Dans un communiqué rendu public ce lundi, cette organisation de la société civile estime que qu'il y a un certain groupe de jeunes Imbonerakure qui sème la terreur d'une manière incontrôlée et cela cause même des fuites de la population vers les pays voisins, population qui estime que le pouvoir l'a laissée à la merci de ce groupe. Il trouve également que le parti CNDD-FDD s'engage ouvertement contre la liberté d'expression dans le pays en voulant museler tous ceux qui sont contre ce pouvoir. Il cite notamment ceux qui sont interdits de manifester pacifiquement alors que ceux de la mouvance défilent chaque fois qu'ils en ont besoin.

Il cite aussi ceux qui sont démis de leurs fonctions pour avoir apposé leurs signatures sur la pétition demandant au président Nkurunziza de ne pas briguer un troisième mandat à la tête du pays. Le même communiqué continue en affirmant que la justice burundaise est prise en otage par le parti CNDD-FDD ce qui cause des problèmes de crédibilité et de fonctionnement au sein de cette institution. Il dénonce enfin des discours d'intimidation de la part des membres du parti présidentiel tout en demandant à la société civile burundaise de ne pas baisser les bras dans cette situation. [rtr/isanganiro/rpa/bonesha]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du jeudi 23 avril 2015 @rib News, 23/04/2015
- Les organisations de la société civile engagées dans la campagne contre le 3ème mandat de Pierre Nkurunziza affirment qu'elles sont prêtes à descendre dans les rues pour manifester contre la candidature de Nkurunziza si elle venait à être annoncée. Le vice-président du FOCODE fait savoir que comme annoncé depuis longtemps, rien ne va leur empêcher de défiler pacifiquement. Denis Ndayishemeza trouve que Pierre Nkurunziza n'a aucun droit de se faire élire pour un 3ème mandat et c'est pour cette raison qu'ils doivent combattre cette candidature dès le matin de ce dimanche. Il demande ainsi aux Bagumyabanga invités dans ce congrès de ne pas mettre en avant cette candidature controversée. Il demande qu'au cas contraire, la population se mobilise et que la police soit réellement une police de tout le peuple. Le président de l'APRODH de même que le délégué général du FORSC sont unanimes à cette question. En effet, Pierre Claver Mbonimpa et Vital Nshimirimana trouvent que comme ils l'ont affirmé depuis longtemps, c'est le président Nkurunziza qui a la clé de la stabilité du pays en refusant la candidature à la présidentielle de juin prochain même si son parti venait à le lui demander. De même, ils affirment que le rendez-vous de dimanche est incontournable ; que la manifestation est irréversible si la candidature de Pierre Nkurunziza est approuvée. [bonesha/isanganiro/rpa/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du vendredi 24 avril 2015 @rib News, 24/04/2015
- Le Conseil des Bashingantahe trouve que la situation qui prévaut dans le pays est due à la question du 3ème mandat du président de la République. Le président de ce conseil estime que ce mandat ne vise qu'à protéger les fautes commises par certains tenors durant ces 10 années. Balthazar Habonimana trouve que la cour constitutionnelle et la CENI sont des instances techniques qui ont des limites et que donc ne peuvent pas être invoquées par ceux qui soutiennent ce mandat comme compétentes pour se prononcer. Ainsi, il estime que Pierre Nkurunziza, en tant que juge suprême, doit lui-même prendre ses responsabilités et annoncer clairement qu'il ne briguera pas ce mandat de trop et illégal. Il demande aux instances de sécurité de ne pas avoir un côté penchant au cas où il y a des personnes qui veulent manifester. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr]

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mercredi 29 avril 2015 @rib News, 29/04/2015-
Les confédérations COSYBU et CSB s'insurgent contre la célébration de la fête du 1er mai dédiée au travail et aux travailleurs. Selon les présidents de ces confédérations, cette célébration n'a pas raison d'être puis que le gouvernement du Burundi ne veut pas entendre les revendications des travailleurs en ce qui est des conditions de travail améliorés. Ils trouvent par ailleurs étonnant le fait

que le ministre de la fonction publique annonce que ceux qui ne se présentent pas au travail dans ces derniers jours seront punis. Ces syndicalistes estiment que les travailleurs n'ont pas le choix de cette situation plus qu'ils ne sont ni les commanditaires, ni les planificateurs.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mercredi 29 avril 2015 @rib News, 29/04/2015 L'APRODH estime qu'il n'y a pas de connotation ethnique des manifestations de la classe politique et de la société civile burundaise dans la lutte contre le 3ème mandat de Pierre Nkurunziza à la tête de l'Etat. Pierre Claver Mbonimpa trouve que cette lutte est légitime et que ceux qui luttent contre ce mandat sont légitimes. Par ailleurs, ceux qui veulent semer le désordre ethnique doivent être protégés puis que la manifestation n'a rien de politique. Il demande à d'autres manifestants d'être plus vigilants et clairvoyants afin de produire des soins de tous ordres pour sauver le Burundi. Il trouve que la fermeture de la RPA est une mesure de nature à coller à une mauvaise image au pays.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales jeudi 30 avril 2015 @rib News, 30/04/2015- Le président de l'APRODH affirme que la raison qui a poussé les autorités de l'université du Burundi à chasser ces étudiants est la volonté que les homes universitaires abritent par la suite les Imbonerakure et les Interahamwe qui ont été recrutés pour combattre contre les manifestants. Pierre Claver Mbonimpa ajoute que c'est la raison pour laquelle on a demandé aux étudiants de laisser leurs chambres ouvertes. Il déplore ce comportement des autorités universitaires et demande que ces étudiants regagnent les auditories afin qu'ils puissent continuer à étudier.

=====
=====

[SOCIV] [POL] Burundi: Une marche pour la Paix de la Société Civile burundaise à Bujumbura A Bujumbura, ce samedi 18 avril 2015, la Société civile burundaise, non issue de la société civile des enfants de la Dictature des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya), a organisé une marche pour la Paix au Burundi. Les manifestants ont défilé pacifiquement de la Place de l'Indépendance à la Plage du lac Tanganyika.

Plus de 5 000 citoyens Burundi ont marché avec le slogan "Mfatukuboko tuje mu matora meza mu mahoro". Les participants voulaient signifier à tous ceux qui veulent semer le désordre au Burundi qu'ils n'y ont pas leur place car les Burundais aujourd'hui veulent la Paix. Ce message faisait allusion à la centaine de manifestants, dont de nombreux jeunes casseurs et drogués, que les organisations politiques de l'opposition ADC IKIBIRI et de leur société civile, avaient envoyé vendredi 17 avril 2015 dans les rues de Bujumbura pour tout casser. Heureusement, la Police Nationale Burundaise PNB a réussi à contenir les casseurs ...

DAM, NY,AGNEWS, le dimanche 19 avril 2015

=====
=====

[SOCIV] [SOC] Burundi: POSITIF – les artistes Burundais chantent la Paix et l'Espoir

Le Burundi en 2015 c'est aussi cette jeunesse, cette joie de vivre et de Paix. C'est le message des artistes du Burundi qui signent "Amahoro by Allstars Burundi" ... Du POSITIF pour contrer l'image négatif que certains veulent imposer au BURUNDI et à l'AFRIQUE en GENERALE.

A Bujumbura, jeudi 16 avril 2015, précisément à l'Hotel Club du Lac Tanganyika, les artistes Burundais ont lancé un clip vidéo afin de rappeler aux futurs électeurs et aux futures candidats aux élections démocratiques des mois de mai et juin 2015 qu'il faut montrer aussi que l'on peut rêver au Burundi ... Car le Burundi est pays en Paix. Et il faut préserver cette Paix ...

Ce sont les artistes: Natacha, Sat-B, Christian, Channy-Q, Rally Joe, R-Flow, Paci, Ogiga, Vianney and Bosco Peace & Love, Kendo, et Eddy-K qui ont sorti "Amahoro by Allstars Burundi". Voici "Amahoro by Allstars Burundi" – le Clip :

Contrairement à l'image que certains souhaitent donner au Burundi, depuis quelques années, et en particulier en 2014, on a découvert un pays qui donne du rêve à ses jeunes [<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=15708>]...

Aujourd'hui, le jeune Burundais a de nouveau des illusions. Le jeune burundais veut devenir une star : – soit un sportif (footballeur, basketteur, athlète, judoka etc.); soit un chanteur ou un musicien ; soit un mannequin pour défiler ; soit un écrivain ; soit un artisan ou un entrepreneur en créant quelque chose -Made In Burundi – [http://burundi-agnews.org/bdi_burundi_artistes_sportifs_2014.html] etc. La société civile burundaise (d'habitude plus politisée, droit de l'Homme, humanitaire ou sociale) est entrain de radicalement changer avec cette prise de position ou conquête des artistes et des sportifs Burundi dans le cœur des jeunes.

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 20 avril 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL]

Burundi/Elections 2015 : La Société Civile dit non aux manifestations illégaux

La société civile burundaise propose, aux opposants politiques, la méthode pacifique (respectueuse des institutions) et non la violente.

A Bujumbura, ce jeudi 24 avril 2015, la Société civile citoyenne (Socic), organisation burundaise fédérant des associations rassemblant des centaines de milliers de citoyens Burundi, a fait une conférence de presse afin de dénoncer les manifestations illégaux – contre le 3ème mandant – que certains politiciens et certaines ONGs organisent en vue de maintenir un climat de tension et d'insécurité au Burundi.

Le Docteur Pierre claver KAZIHISE, coordinateur de la Socic, a proposé à ces organisations politiques et civile qu'ils privilégient le recours pacifique aux institutions... Ainsi selon lui, le protocole 2 de l'Accord d'Arusha (Accord qu'ils prennent comme modèle) évoque la question des mandats en précisant que si l'un ou l'autre veut défendre l'esprit de ce protocole, il doit saisir la haute chambre du Parlement. Par exemple, ils peuvent porter plaintes au sénat...

Ce samedi 25 avril 2015, le CNDD-FDD va présenter son candidat à la présidentielle 2015. Un complot internationale utilisant des acteurs locaux a prévu que ce moment soit le déclenchement d'une guerre civile au Burundi(qui, elle-même, sera le signal du démantèlement de la RDC Congo). Ainsi, Dr. Pierre claver KAZIHISE précise que ceux qui disent qu'ils vont descendre dans les rues, si le très populaire président africain du Burundi S.E. Pierre NKURUNZIZA est choisi par sa formation politique comme candidat aux prochaines présidentielles, seront dans l'illégalité...

DAM, NY, AGNEWS, le samedi 25 avril 2015.

=====
=====

[SOCIVINT] Burundi: Non à la discrimination ethnique dans les ONG Étrangères
A Bujumbura, ce mercredi 22 avril 2015, M. Laurent Kavakure (CNDD-FDD), ministre des Relations extérieures et de la coopération internationale du Burundi, et M. Prosper Bazombanza (UPRONA), vice-président du Burundi en charges des questions politiques nationales, ont condamné les discriminations ethniques envers les Burundi (Hutu) pratiquées lors du recrutement du personnel d'appui dans certaines Organisations non gouvernementales étrangères (ONGE). Ces ONGE sont invitées à rectifier le tir dans l'optique de la sauvegarde de la concorde nationale telle que voulue par les Burundais eux-mêmes à travers l'esprit et la lettre de l'Accord d'Arusha. Les Hima (confondus aux TUTSI Burundi) sont mis en avant dans ces ONGEs, notamment grâce aux relations privilégiées nouées pendant les 40 ans de la Dictature militaire féroce des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, Buyoya), et pendant la colonisation, avec le monde extérieur. Mais c'est aussi à cause d'une discrimination tacite existante au Burundi, à travers l'Histoire du Burundi enseignée et écrite par les Hima burundais. Comme par exemple à la API (Agence de promotion de l'investissement) [<http://www.investburundi.com/fr/facts-and-figures>] où , sur le site web, l'on dit ouvertement aux futurs investisseurs étrangers qui vont venir au Burundi que le Pays appartient aux TUTSI et que donc implicitement qu'il leur faudra traiter qu'avec les TUTSI. C'est à dire, en langage codé géopolitique, les HIMA burundais bien entendu . L'Histoire écrite sur le site de l'API est fautive car le Royaume millénaire du Burundi INGOMA Y'UBURUNDI appartenait aux clan des Balenge, Bahanza, Bajiji, et Bashubi, qui depuis 1931, avec l'administration coloniale Belge [<http://burundi-agnews.org/uncategorized/?p=812>], sont devenus ethniquement HUTU. C'est à dire que les Bami (les Roi Burundi) de la dernière dynastie des Baganwa (princes) et JABRE, le dernier monarque de la dynastie des Balenge, sont ethniquement HUTU et non TUTSI. De plus, C'est une injure de traiter cette monarchie comme étant HIMA [Cfr. http://www.burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm] .
DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 24 avril 2015

=====
=====
MAI 2015
=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 05 mai 2015 @rib News, 05/05/2015 - Selon le président du FOCODE, la décision prise par la cour constitutionnelle est extorquée et viciée à plusieurs points. Pacifique Nininahazwe trouve d'abord que sur la liste des juges qui ont participé aux délibérations de ce lundi 4 mai, il figure le vice-président de cette cour alors qu'il avait déjà choisi la clandestinité. Ensuite, il trouve que si une décision de justice est connue avant qu'elle ne soit rendue publique, elle devient nulle et de nul effet et les juges qui l'ont prises sont récusés. Or, après que le vice-président de cette cour ait décidé de s'enfuir, la décision a été connue avant qu'elle ne soit prononcée. Enfin, il trouve que les pressions extérieures que les juges ont subies montrent qu'il s'agit d'une décision arrachée par la force et l'intimidation. Ainsi, il estime que le mouvement de contestation contre la candidature de Pierre Nkurunziza doit s'amplifier au lieu de s'apaiser. Il interpelle donc tout un chacun que c'est le moment propice de faire des manifestations plus concentrées afin de dire non à la violation des accords d'Arusha et de la Constitution.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 05 mai 2015 @rib News, 05/05/2015 Le délégué général du FORSC trouve que cette décision de la cour constitutionnelle est non avenue.

Vital Nshimirimana estime qu'elle ne fait que bénir la volonté du parti CNDD-FDD de renverser les accords d'Arusha et la constitution qui s'est manifestée lors du congrès tenu en date du 25 avril 2015. Il trouve par ailleurs que la Cour constitutionnelle n'a pas interprété les accords d'Arusha comme d'ailleurs elle n'en a pas la compétence alors que ces accords sont la référence de la constitution burundaise. Lui aussi reste convaincu que les manifestations vont continuer puis qu'il s'agit d'une décision frauduleuse prise par intimidation et en l'absence de vice-président. Il demande plus d'effort de la part des manifestants afin de ne pas laisser disparaître ces textes qui ont emené la paix au Burundi.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 05 mai 2015 @rib News, 05/05/2015 - Les manifestations contre un 3ème mandat de Pierre Nkurunziza ont continué dans le pays en ce mardi. A l'intérieur du pays, les manifestants ont eu lieu dans les communes Mugongomanga et Mukike de la province Bujumbura. Réunis au centre d'Ijenda, les manifestants ont même fait libérer par force des manifestants que la police avait arrêtés. Ils assurent qu'ils ne vont pas dégager les routes tant que Pierre Nkurunziza n'aura pas abandonné sa candidature. 4 personnes ont été blessées d'après la Croix Rouge.

- D'autres manifestations ont été signalées dans la commune Kanyosha de la même province. En effet, les habitants de Muyira et Kirombwe avaient bloqué les routes menant au chef-lieu de la commune Kanyosha et étaient en train de faire des manifestations contre le 3ème mandat de Pierre Nkurunziza. De même, les habitants de Buhonga étaient eux aussi dans la rue contre ce mandat. Ils avaient bloqué la route RN7 au niveau de Buhonga et cette dernière n'était pas praticable de Musaga jusqu'à Ijenda.

- Dans les communes urbaines de Musaga, Kanyosha et Kinindo, les manifestants étaient nombreux et il n'y a pas eu d'incidents contre la police. Ils apprécient même le comportement des forces de l'ordre qui ne les ont pas empêchés de défiler. Les routes sont bloquées et des pneus et autres matériaux sont en train de brûler partout dans les routes. Les manifestants ont affirmé qu'ils ne sont pas inquiétés par la décision prise par la cour constitutionnelle.

- Dans les communes de Nyakabiga et Bwiza, les choses étaient pareilles et les manifestants étaient dans les rues pour dénoncer cette candidature qu'ils jugent illégale. La police et l'armée étaient présentes et ne faisaient que suivre les manifestants. Ces derniers ont ainsi défilé dans tous les quartiers. Eux aussi affirment que la décision de la cour constitutionnelle ne leur dit rien puis qu'elle a été prise suite à l'intimidation.

- Dans les communes Buterere Ngagara, Kinama et Cibitoke, les manifestants avaient eux aussi barricadé les routes de ces quartiers quitte à ce que la police ne pouvait pas entrer à l'intérieur. Ils ont aussi failli s'affronter avec des jeunes Imbonerakure qui tentaient de s'introduire dans ces quartiers pour aller débloquent les routes mais, les militaires ont évité de justesse ces affrontements.

- Dans le quartier Mutakura, un policier a lancé une grenade à fusil dans une parcelle faisant deux blessés tous des enfants. Les manifestants ont donc voulu chasser la police de ce quartier assurant qu'elle est là pour créer du désordre. Dans ces quartiers également, les manifestants jurent de ne pas quitter la rue avant que Pierre Nkurunziza ne décline pas sa candidature à la présidentielle de juin prochain et malgré la décision de la cour constitutionnelle de valider sa candidature.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du lundi 11 mai 2015 @rib News, 11/05/2015

- Le président du FOCODE estime que la décision prise par ces pays est déplorable pour le Burundi. Pacifique Nininahazwe se dit étonné de telles décisions puis que cela montre que le peuple va en

souffrir plus si la décision prise par les gouvernements belge, suisse, hollandais et l'union européenne de suspendre la coopération serait aussi prise par d'autres pays et même après les élections. Il trouve que le Burundi est aidé par peu de pays et de ce fait ne devrait pas perdre même le peu qu'il avait. Selon lui, ce sont les dirigeants du pays qui infligent ces punitions à leur peuple en voulant coller à la population un candidat qui ne - remplit pas les conditions légales.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 12 mai 2015 @rib News, 12/05/2015 La confédération syndicale COSYBU constate que les travailleurs ne peuvent pas se présenter au travail à leurs différents postes d'attache suite à l'insécurité qui prévaut dans le pays et surtout dans la ville de Bujumbura. Elle trouve même ceux qui vont au service sont malmenés par certains manifestants qui les obligent de rester chez eux ou d'y retourner ou bien de se joindre à eux pour dire non à la candidature de Pierre Nkurunziza. Elle demande donc que la sécurité soit rétablie pour que les travailleurs regagnent leurs lieux de travail.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 12 mai 2015 @rib News, 12/05/2015

- Les manifestations contre la 3ème candidature de Pierre Nkurunziza ont continué ce mardi dans le pays. Dans la commune urbaine de Buterere, les manifestants ont barricadé toutes les rues des quartiers de cette commune. La police a essayé de les débloquent mais en vain. Au moment des accrochages, les policiers ont tiré des balles réelles, ce qui a causé la mort d'un jeune manifestant et 4 policiers ont été blessés. Les manifestants ont alors emporté la dépouille mortelle vers le domicile de l'administrateur de Buterere. Arrivés là-bas, ils ont incendié le véhicule de service de ce dernier ainsi que tout ce qui se trouvait à l'intérieur de sa maison.

Ils ont également incendié les permanences du parti CNDD-FDD dans cette commune après y avoir découvert 2 tenues militaires, 5 bérets militaires ainsi que 5 fusils. Ils ont refusé de remettre ces effets à qui que ce soit avant l'arrivée des journalistes. A la permanence du parti CNDD-FDD du quartier Buterere II tout près du domicile du commissaire Ayubu, ils n'ont rien trouvé de compromettant, mais ils ont mis le feu à cette infrastructure du parti présidentiel. Certains manifestants ont affirmé qu'ils sont du CNDD-FDD mais qu'ils ne veulent pas de la candidature de Pierre Nkurunziza.

- Dans la commune urbaine de Cibitoke dans les quartiers de Cibitoke et Mutakura, les manifestants avaient bloqué les routes même si ce lundi, la police et les militaires avaient essayé de les débloquent. Les manifestants ont intensifié les barrages avec plus de colère affirmant que c'est la police qui les a provoqués en lançant des gaz lacrymogènes contre des manifestants paisibles.

- Dans la commune urbaine de Ngagara, les manifestants étaient très nombreux et ont circulé dans les différents quartiers de cette commune. Arrivés au niveau de la PAFE à Kigobe, il ont brûlé une moto et deux véhicules dont un de type Coaster de transport en commun et un autre de type Toyota double cabine de plaque jaune. Les manifestants ont d'abord fait descendre les passagers de ces véhicules avant de les brûler.

- Dans la commune urbaine de Nyakabiga, la police a lancé des gaz lacrymogènes au sein des manifestants pour les empêcher d'atteindre les routes principales. Ils s'étaient en effet rencontrés avec ceux venus de Bwiza, et Jabe et formaient 5 grands groupes. Une particularité s'est fait remarquer depuis ce lundi. Les femmes et les filles sont nombreuses et étaient au-devant à 50 m des hommes. Après que les manifestants aient été contraints par la police de rebrousser chemin, certaines femmes ont refusé de rentrer et ont décidé de suivre les hommes.

- Dans la commune urbaine de Musaga, plusieurs femmes étaient aussi en route demandant que Pierre Nkurunziza cède le pouvoir. Certaines avec des Bibles à la main, étaient elles aussi devant les hommes et demandaient que ceux qui ont été arrêtés soient libérés. Elles ont même fait une prière pour le Burundi. Arrivés au niveau du petit séminaire Kanyosha, les policiers les ont bloqués et ils se sont assis dans la route qui entre dans le quartier Kinanira. Après avoir chanté l'hymne national, les femmes se sont rendues à la maison et les manifestations se sont poursuivies avec les hommes et certaines femmes qui ont refusé de rentrer.

- Dans la commune urbaine de Kanyosha les manifestants ont voulu rejoindre ceux de Musaga bloqué la route RN3 vers Rumonge. Durant près de 30 minutes, la police a réussi à la déloger.

- Les routes de la commune Kinindo étaient elles aussi impraticables ce mardi suite aux manifestations contre un 3ème mandat de Pierre Nkurunziza.

- Dans la commune de Kanyosha en province de Bujumbura, plus de 400 manifestants venus de Muyira se sont rassemblés et ont fait une marche vers le chef-lieu de la commune situé à Ruyaga à plus de 6 km. Ils étaient composés surtout de jeunes, quelques femmes ainsi que certains hommes. Ils assurent que le service public est suspendu même au centre de santé. Selon eux, l'objectif est le palais présidentiel pour demander au président Nkurunziza de dégager.

- Dans la commune de Mugongomanga, les manifestants se sont rencontrés comme d'habitude au centre d'Ijenda et ont bloqué la route RN7. Ils précisent qu'ils vont lutter contre cette candidature de Pierre Nkurunziza jusqu'à ce que ce dernier la retire puis qu'elle est contraire à la constitution et aux accords d'Arusha.

- Deux cadavres ont été découverts dans la commune urbaine de Kanyosha le matin de ce mardi. Selon les militaires sur place, ces personnes auraient été tuées par une grenade qu'elles possédaient elles-mêmes à voir l'état de leurs corps. En effet, l'un d'elles avait été amputé de son bras et une partie de sa jambe. Selon des sources sur place, ces personnes seraient des Imbonerakure et seraient même connues dans ce milieu comme étant parmi ceux qui intimident la population.

- Dans la commune de Mugamba de la province Bururi, les manifestants ont brûlé ce lundi soir vers 17h un véhicule de type KIA appartenant à l'OTB Tora qui venait de prendre le thé dans les montagnes de la même commune. Ce véhicule a été arrêté au niveau de la localité Nyagasasa alors qu'il était chargé de thé. Les manifestants contre un 3ème mandat de Pierre Nkurunziza ont estimé qu'il s'agit d'une punition infligée à l'OTB qui fournit de temps en temps des véhicules à la police qui vient mater les manifestants.

=====
=====

- Les manifestations contre la 3ème candidature du président Pierre Nkurunziza ont eu lieu ce mercredi dans la ville de Bujumbura et dans certaines provinces du pays. Du nouveau ce 14ème jour, les femmes étaient très nombreuses et ont même réussi à pénétrer à l'intérieur du centre-ville. Elles ont fait des manifestations sur la place de l'indépendance, devant le Waterfront Hotel (ex-Novotel) et devant le palais des arts. Elles ont été malmenées par la police mais, elles n'ont pas cédé pour autant. Elles ont affirmé même que l'eau que les camions policiers leur a lancée n'est venue que pour les reconforter puis qu'elles avaient été asséchées par le soleil. Elles ont fustigé le comportement de la police qui a lancé des gaz lacrymogènes contre les manifestantes alors qu'elles n'étaient pas armées. Plusieurs hommes étaient à leur passage et acclamaient l'action que ces femmes étaient en train d'accomplir.

- Dans d'autres quartiers, les choses étaient comme dans les jours passés, les manifestants ont continué leurs revendications comme d'habitude. Outre les femmes, même les autres manifestants avaient réussi à pénétrer au centre-ville comme si la police qui les en empêchait dans les jours passés avait baissé sa garde aujourd'hui. Tous les manifestants et dans tous les quartiers tentaient de rejoindre le centre-ville chose qu'ils ont apparemment réussi. Une personne a été tuée dans la commune urbaine de Musaga par un tir de policiers.

- Les choses ont pourtant basculé dans l'après-midi. En effet, le Général Major Godefroid Niyombare a annoncé sur les ondes des radios Isanganiro, Bonesha fm et Télé Renaissance que le président Nkurunziza est destitué de ses fonctions. Dans un communiqué lu dans un camp militaire de la capitale, il a assuré que le gouvernement est aussi suspendu et que ce sont les secrétaires permanents des ministères qui sont désormais chargés d'assurer la continuité des services au sein de ces derniers. Les accusations portées contre le régime Nkurunziza sont entre autres la violation des droits de l'homme en général et ceux des manifestants en particulier, l'attisement de la haine entre les forces de l'ordre et la population, le dénigrement de l'utilité des burundais, la violation de la constitution et des accords d'Arusha pour ne citer que celles-ci. Il a ajouté que pour tous ces motifs, un comité pour la concorde nationale est mis en place et qu'il va dans les tous prochains jours entrer en contact avec tous les politiciens du pays pour trouver un compromis qui permettra de remettre le pays dans le processus électoral dans lequel il était déjà engagé.

- Après cette annonce, la population de Bujumbura a afflué en grande masse vers le centre-ville pour fêter cet événement. Une véritable marée humaine s'est déversée sur toutes les avenues de Bujumbura surtout la place de l'indépendance et devant de la radio RPA. Fermée depuis près de deux semaines, cette dernière a immédiatement commencé à émettre. Les émetteurs des radios privées à l'intérieur du pays ont aussi commencé à émettre. La population s'est aussi dirigée vers la RTNB, mais les militaires ont tiré en l'air pour les repousser et les disperser.

- Dans les minutes qui ont suivi, des rumeurs ont circulé comme quoi le Général Godefroid Niyombare avait été tué. Ce dernier a pourtant démenti cela et a encore une fois prononcé un autre discours. Il a ainsi tranquilisé la population et annoncé que les frontières du pays tant terrestres, lacustres qu'aériens sont fermés. Il a ajouté que l'aéroport international de Bujumbura est également fermé.

- Entre temps, les putschistes n'ont pas jusqu'à présent réussi à pénétrer à l'intérieur de la RTNB. En effet, il paraît que les militaires qui gardent ce médium national ont refusé que les mutins y entrent. Ces derniers ont pourtant encerclé la RTNB et il paraît même que des négociations sont en cours pour qu'ils se rendent dans la tranquillité afin de préserver l'unité de ce corps. Ceci signifie que les mutins n'ont pas encore fait passer leur message à la RTNB, ce qui par ailleurs a désorienté la population qui a pensé que le coup d'Etat a échoué.

- Par ailleurs, le conseiller du président de la République chargé de la communication a annoncé aussitôt sur les ondes de la radiotélévision Rema FM proche du pouvoir que le groupe qui a tenté la déstabilisation des institutions a été neutralisé. Par téléphone, Willy Nyamitwe a ajouté que ce groupe est en débandade et qu'il se cache quelque part. Il a aussi assuré que la police et les militaires sont à leurs trousseaux et qu'ils seront arrêtés et présentés à la justice très bientôt. Ajoutons que la radiotélévision Rema FM et la RTNB n'ont plus émis depuis cette annonce du Général Niyombare vers 14h et qu'elles se sont contentées de produire de chansons.

- Vers 19h, le ministre de l'intérieur a annoncé lui aussi que la tentative de coup d'Etat a échoué. Par téléphone sur les ondes de la RTNB, Edouard Nduwimana a précisé que les forces de l'ordre maîtrisent la situation et qu'elles vont, dans les heures qui viennent, faire un discours à la nation pour apaisement.

- Vers la fin de l'après-midi, les militaires ont exécuté l'ordre de fermer l'aéroport international de Bujumbura. Le personnel civil est rentré et l'aéroport a été fermé de même que ses projecteurs ont été éteints. Les manifestants se sont introduits dans les enceintes de la radiotélévision Rema FM et ont brûlé certains véhicules qui se trouvaient à l'intérieur. Les militaires qui sont aussitôt arrivés sur place ont évacué le personnel de cette radio en toute sécurité. Il paraît même que certains matériels de cette radio auraient été volés par la suite et elle n'a plus émis jusqu'à présent.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du lundi 18 mai 2015 @rib News, 18/05/2015

- Malgré ces deux messages concordants, les manifestations contre un 3ème mandat de Pierre Nkurunziza ont repris timidement ce lundi dans certains quartiers de la ville de Bujumbura. Ainsi, dans les communes urbaines de Musaga, Ngagara, Bwiza, Nyakabiga et Cibitoke, les contestataires ont bravé ces intimidations.

- A Musaga, les manifestants ont essayé de barricader les routes de cette commune, mais les militaires essayaient à leur tour de les enlever. De plus, un accrochage a failli éclater entre militaires vers midi. En effet, une fraction de la garde présidentielle est venue et a tiré sur les manifestants mais les autres militaires présents se sont interposés empêchant ainsi les premiers à tirer et menaçant de répliquer à ces tirs. Cela a été perçu par les manifestants comme un signe de désaccord au sein de l'armée et cet incident ne fait que renforcer les manifestations.

- Dans la commune urbaine de Bwiza, les manifestations ont eu lieu en silence et les contestataires ont circulé librement et en toute sécurité surtout dans le quartier Jabe.

- Dans la commune urbaine de Nyakabiga, les manifestants n'ont pas apparu dans les rues, mais avaient barricadé toutes les avenues de l'intérieur des quartiers empêchant ainsi les forces de l'ordre à y entrer. Néanmoins, ces dernières ont enlevé les objets utilisés pour bloquer les routes même si les manifestants les replaçaient encore une fois dans les routes après leur passage. Les militaires ont tiré en l'air pour les disperser.

- Dans la commune urbaine de Ngagara, il n'y avait pas non plus de masse de gens dans les rues, mais, les routes entrant dans les différents quartiers étaient bloquées.

- Il n'en était pas de même dans la commune urbaine de Cibitoke et plus particulièrement dans le quartier Mutakura. Les manifestants étaient nombreux dans ce quartier et étaient contre eux les

forces de l'ordre et affirmaient qu'ils ne quitteront la rue sans que Pierre Nkurunziza renonce à sa candidature controversée.

- Partout dans ces différents quartiers, les militaires étaient en grand nombre plus que les policiers. Les manifestants empêchaient toute personne qui voudrait se rendre au travail. Ils laissaient passer seulement ceux qui vont à l'hôpital ou au marché. Les écoles n'ont pas ouvert leurs portes au moment où les bus de transport en commun n'étaient pas au service dans ces quartiers.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mardi 19 mai 2015 @rib News, 19/05/2015

- Les manifestations contre un 3ème mandat du président sortant Pierre Nkurunziza ont continué dans le pays surtout dans les localités de Muyira, Jenda, Mukike et Nyabiraba de la province Bujumbura ; Kanyosha, Musaga, Kinindo, Kibenga, Nyakabiga, Jabe, Cibitoke, Mutakura de la mairie de Bujumbura ainsi que Matana de la province Bururi. Ceci avec une plus grande participation qu'hier lundi.

- A Musaga, les manifestants ont fait une marche avec ceux de Kanyosha qui s'étaient rencontrés à la 1ère avenue de Musaga. Ils ont fait le tour de ce quartier en toute tranquillité en compagnie des militaires.

- Dans le quartier de Kinindo, les manifestants étaient peu visibles mais les principales routes étaient bloquées. Les militaires étaient en train de les débloquer. Dans le quartier Kibenga, la police a tiré sur une personne qui a été blessée.

- Dans la commune de Nyakabiga, les manifestants ont interdit les fonctionnaires d'aller au travail. Ils se sont rencontrés avec ceux de Jabe et Bwiza et ont fait une marche ensemble. Ce mardi, ils ont entonné des chants hostiles à la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle de juin prochain comme d'habitude. Les militaires qui se trouvaient sur le boulevard du 28 novembre tout près du campus Mutanga ont tiré beaucoup de balles en l'air pour empêcher que des manifestants venus de Sororezo se joignent à ceux de Nyakabiga pour manifester ensemble.

- Dans la commune de Ngagara, les manifestants ont aussi empêché les fonctionnaires d'aller au service, mais les militaires ont intimé l'ordre à ces manifestants de ne plus faire une chose pareille. Les manifestants ont ainsi fait des tours dans les quartiers de cette commune tout en chantant des chants contre le 3ème mandat de Nkurunziza. Au quartier 9, une camionnette Hilux noire immatriculée D6877A vient d'enlever cet après-midi un certain Viateur de Mutakura vers une destination inconnue.

- Dans la commune de Cibitoke dans le quartier Mutakura, les manifestants ont bloqué la route menant au centre ville tout en interdisant les fonctionnaires d'aller au service. La route Mutakura était fermée et les bus de transport en commun ne pouvaient pas arriver dans le quartier.

- Il en était de même dans le quartier Cibitoke où la route principale dite "Ku rya Kanyoni" était bloquée par les manifestants. Les militaires ont essayé de la débloquer mais les manifestants remettaient les choses dans leur état. Dans ce même quartier, on a observé une bagarre entre militaires qui ne s'entendaient pas sur le fait de tirer ou pas sur les manifestants.

- Partout dans ces quartiers, les policiers étaient presque invisibles dans les rues et ce sont les militaires qui avaient pris la relève. Ces derniers ont fait des tirs de sommation surtout dans la matinée, mais cela ne décourage pas les manifestants qui se sont plutôt rassemblés en grand nombre. Ils ont ainsi décidé de suivre les manifestants partout où ils allaient. Ces derniers assuraient en outre que rien ne va les arrêter si Nkurunziza ne renonce pas à son troisième mandat.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mercredi 20 mai 2015 @rib News, 20/05/2015
Sur le terrain des manifestations, les contestataires de la candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle de juin prochain ont encore une fois bravé les forces de sécurité pour défilé dans les rues de certains quartiers de Bujumbura.

- En effet, dans la commune urbaine de Musaga, les manifestants ont envahi les rues de cette commune le matin de ce mercredi. En compagnie de ceux venus de la commune de Kanyosha, ils ont circulé dans les rues de ces deux communes en chantant des chansons hostiles à la candidature de Pierre Nkurunziza et annonçaient que personne ne va leur empêcher de le faire si Nkurunziza persiste encore sur sa décision. Plus tard dans l'après-midi, les manifestants auraient même pris un véhicule de la police avec lequel ils ont circulé pendant un bon moment dans ces deux communes. Les policiers ont en fin d'après-midi tiré sur les manifestants pour les disperser et récupérer leur véhicule. Ils les ont même poursuivis jusque dans les parcelles et les maisons et les militaires n'ont pas réagi mais les routes sont restées bloquées sauf la RN7 qui a été ouverte par les militaires vers le soir. Plus de dix personnes ont été blessées.

- Dans la commune urbaine de Nyakabiga, les manifestations ont eu lieu comme d'habitude. Les manifestants en provenance de Bwaiza et Jabe se sont rencontrés avec ceux de Nyakabiga et ont fait une marche ensemble. Ils ont été escortés par l'armée sur leur parcours. Arrivés au niveau de la station Pont Mao située à l'avenue de l'université, ils ont été dispersés par la police qui a tiré sur eux des gaz lacrymogènes et des balles réelles. Le bilan est d'un militaire tué et 3 personnes civiles blessées.

- Dans la commune de Kinindo, les routes étaient toutes bloquées et les manifestants n'admettaient que personne aille au service puis que selon eux, les revendications concernent tout le monde. Certains poteaux de la nouvelle société de télécommunication Viettel avaient été démontés et placés dans les routes de cette commune.

- Dans la commune urbaine de Cibitoke, les choses se sont amplifiées vers la fin de cet après-midi. Les militaires et les manifestants se sont opposés farouchement au moment où les forces de sécurité voulaient débloquer la route de Cibitoke dite Kanyoni alors que les manifestants avaient bloqué même toutes les routes de l'intérieur du quartier. Les militaires se sont fâchés mais n'ont pas tiré pour disperser les manifestants.

- Dans le quartier Mutakura, les manifestants continuent leurs revendications contre Nkurunziza et avaient barricadé les routes. Ils ajoutent que seul le président Nkurunziza est habilité à les faire rentrer chez eux en déclarant qu'il ne briguera pas un 3ème mandat.

- Dans tous ces quartiers, les fonctionnaires qui désirent se rendre au travail ont du mal à le faire parce que les manifestants ne laissent passer que les médecins, les journalistes, ceux qui vont se faire soigner et ceux qui vont au marché. Certains disent qu'ils vont prochainement manquer de quoi tromper les manifestants pour qu'ils les laissent passer.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du jeudi 21 mai 2015 @rib News, 21/05/2015

- Les manifestations contre la 3ème candidature du président du Burundi ont continué dans la ville de Bujumbura et dans d'autres localités du pays. Ainsi, dans la commune de Bururi de la même province, des manifestations ont été signalées. Venu de la localité de Kirembe de la commune Bururi, les contestataires avançaient vers le centre urbain de Bururi. Arrivés à la ramification vers Matana et Bururi à la localité dite kw'Itaba, ils ont été dispersés par la police qui les a pris de

devant et de derrière. Certains ont été blessés et 4 d'entre eux ont arrêtés. Dans la commune de Mugamba de la même province, les manifestants avaient bloqué la RN7 depuis très tôt le matin de ce jeudi, mais, la police a pu débloquent cette route qui est aussitôt devenue opérationnelle.

- Dans la commune urbaine de Musaga, la route menant du petit séminaire de Kanyosha vers le marché de Musaga était fermée et les manifestants étaient aux aguets attendant que la police intervienne pour la débloquent ladite route afin de s'y opposer. Après que la police ait intervenue forcement à Musaga ce mercredi, ce jeudi, les manifestants et les forces de l'ordre se regardaient en chien de faïence sans pour autant se rentrer dedans.

- Comme d'habitude, les routes de la commune Kinindo étaient toutes fermées et les fonctionnaires n'ont pas été autorisés d'aller vaquer à leurs activités. Dans la commune urbaine de Nyakabiga, les manifestations ont eu lieu et le nombre de manifestants avait considérablement augmenté. Pas d'incidents majeur ce jeudi.

- Dans la commune urbaine de Ngagara, une personne a été tuée par la police alors que les manifestations tentaient de joindre le quartier VI en provenance du quartier IV. Suite à cet acte, les manifestants sont devenus plus colériques et ont agressé la police qui a tiré plusieurs balles pour les disperser. Toutes les routes étaient bloquées. A l'entendre de loin, l'on ne pouvait pas croire qu'à Ngagara, il s'agit d'une simple dispersion de manifestants, mais plutôt d'une bataille acharnée entre deux armées pour le contrôle d'une certaine localité.

- A Cibitoke et Mutakura, les choses étaient comme elles sont toujours. En effet, les manifestants avaient bloqué toutes les routes et continuaient à circuler dans les rues de ces deux quartiers sans que les forces de sécurité les dérangent. Des slogans hostiles au 3ème mandat de Pierre Nkurunziza étaient instantanément lancés par les manifestants.

- L'après-midi de ce jeudi vers 15h a été caotique pour les personnes qui se trouvaient au centre-ville de Bujumbura. En effet, des manifestants avaient réussi à s'introduire au centre-ville. Outre une quarantaine de femmes qui avaient réussi à occuper la place de l'indépendance, certains autres groupes de manifestants avaient réussi à se réunir sur l'avenue de l'amitié tout près du SOCABU alors qu'un autre groupe était tout près de chez Dimitri. Les deux groupes se sont donc dirigés vers l'ancien marché central à coup de sifflets et la population a été prise de panique générale. Les magasins qui étaient ouverts ont immédiatement fermé les portes et les voitures se sont dispersés dans tous les sens.

La police anti-émeute est arrivée sur les lieux mais sans trouver aucun manifestant étant donné que les deux groupes se sont immédiatement dispersés. Les femmes qui étaient à la place de l'indépendance ont quant à elle été dispersées à l'aide des canaux à eau. Estimant que ce travail qui n'a duré que 30 minutes est un essai concluant, ils ont affirmé qu'ils peuvent alors s'infiltrer au centre-ville pour y faire des manifestations contre la 3ème candidature de Pierre Nkurunziza.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [CNDD/FDD] Burundi: La société civile de Ngozi félicite la candidature de Nkurunziza Pierre

vrouwen agakura (www.kba-foncaba.be) A Ngozi, ce mercredi 29 avril 2015, la confédération de 185 associations CODIP, organisations de la société civile burundaise œuvrant en province de NGOZI, le PISC, le parti CNDD-FDD locale, la Ligue des femmes et la Ligue des jeunes du CNDD-FDD, ont félicité la candidature de S.E. Nkurunziza Pierre à la course à la Présidentielle 2015, prévues le 26 juin 2015.

Au Burundi, le Président sortant, est très populaire au sein de la population à travers toutes les 17 provinces du pays.

DAM, NY, AGNEWS, le dimanche 3 mai 2015.

=====
=====
[SOCIV] [POL] [UPRONA] - Nouvelles locales du lundi 25 mai 2015 @rib News, 25/05/2015 - Les partis politiques de l'opposition et les organisations de la société civile burundaise engagés dans la lutte contre la 3ème candidature de Pierre Nkurunziza ont quitté les pourparlers qui étaient en cours pour trouver une solution aux manifestations dans le pays. Ils précisent qu'ils refusent qu'on les traite de terroristes puis qu'ils défendent une cause noble et que donc ils ne peuvent pas supporter un tel affront.

=====
=====
JUN 2015
=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] - Nouvelles locales du lundi 1er juin 2015 @rib News, 01/06/2015 - La société civile qui a appelé à manifester contre la 3ème candidature de Pierre Nkurunziza apprécie aussi la décision des chefs d'Etats de la communauté est-africaine concernant les élections au Burundi. Pierre Claver Mbonimpa trouve qu'il s'agit d'une occasion pour que les problèmes soient résolus via le dialogue et la concertation. Il reste de son côté convaincu que la question des mandats présidentiels ne concerne que les Burundais uniquement. Il demande la non-violence pour les manifestants et de ne pas s'en prendre aux véhicules ni aux personnes. Il précise que celui qui se rendra coupable sera puni personnellement qu'il soit manifestant ou policier.

=====
=====
[SOCIV] [POL] [UPRONA] - Nouvelles locales du mardi 09 juin 2015 @rib News, 09/06/2015 Les organisations de la société civile burundaises engagées dans la campagne « Halte au 3ème mandat de Pierre Nkurunziza » annoncent qu'elles n'ont plus confiance en la personne de Saidi Djinit le médiateur de la crise burundaise. Selon le président de l'APRODH, cette personne s'est illustrée par un comportement qui laisse entrevoir son côté penchant. Pierre Claver Mbonimpa assure que même avant, cette personne ne pouvait rien dire lors des négociations sans consulter préalablement le ministre de l'intérieur. Il ajoute aussi que lors des débats, les propositions du ministre Nduwimana étaient prioritairement retenues par ce médiateur. De plus, il l'accuse d'avoir apporté au sommet des chefs d'Etats de l'Afrique de l'Est un document sur lequel les négociateurs n'avaient pas encore eu de consensus et qu'ils n'avaient même pas encore signé. Ce fervent défenseur des droits de l'homme assure pourtant que si ce médiateur revient en tant que vrai médiateur, ils vont continuer les pourparlers. Mais, le plus rassurant serait que les Nations Unies le changent.

=====
=====
[SOCIV] [ECO] Burundi/Société civile: ADISCO félicitée par l'Etat burundais
A Bujumbura, le jeudi 11 juin 2015, lors du Conseil des Ministres hebdomadaire, le gouvernement du Burundi a félicité M. Déo Niyonkuru et son ONG burundaise ADISCO (Appui au Développement Intégral et à la Solidarité des Collines) qui ont été primé à Bruxelles par la

Fondation Roi Baudouin. d375900671_DEOGRATIAS-NIYONKURU-ET-LES-PAYSANS-CIYA-BUBANZA

ADISCO est un pure produit burundais fondé par des cadres burundais rentrés au pays grâce au retour à la Paix et qui a été récompensée le mercredi 3 juin 2015 par le Prix Roi Baudouin 2015 pour le développement en Afrique.

ADISCO et certaines autres organisations burundaises qui travaillent avec le monde rural du Burundi ont créé ces dernières années des centaines de milliers d'emplois dans le pays, mais, aussi à l'étranger, grâce à des partenariats véritables avec le monde rurale de pays occidentaux. Cette société civile burundaise qui n'est jamais mis en lumière par le monde médiatique burundais a été primée à Bruxelles, capitale de l'Europe, à travers ADISCO.

Burundi: 2014 – La lumière médiatique était sur une société civile burundaise politique dominante [<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=16211>]

Le Burundi a démontré avec ADISCO qu'il y a une autre société civile burundaise qui elle est soucieuse d'accompagner la politique de développement socio-économique du pays. Cette société civile burundaise est la totale opposée de celle qu'on entend tous les jours concernant les Droits de l'Homme (APRODH, FORSC ou FOCODE liés à HRW), la lutte contre la corruption (OLUCOME) ou encore de protection des journalistes (RPA, ISANGANIRO, TELERENAISSANCE, BONESHA), qui elle travaille notamment pour des intérêts étrangers et non pour le Burundi.

DAM, NY, AGNEWS, le jeudi 18 juin 2015

=====
=====

[SOCIV] [SOC] Burundi: La fête de la Musique était au rendez-vous en cette année 2015

Au Burundi, ce lundi 22 juin 2015, un peu partout dans le pays on a fêté – la fête de la Musique – .

Que ce soit à Ngozi ou à Gitega des artistes musiciens burundais se sont produits dans les quartiers ou collines afin de faire écouter gratuitement leur production à des citoyens enchantés.

La Fête de la musique est une des meilleurs inventions que le monde ait eu au 20ème siècle. On la doit à un célèbre Ministre français de la Culture, M. Jack Lang, qui est un homme qui a toujours eu du cœur et une très grande sensibilité pour le monde des arts. Un jour il s'est dit ce serait bien d'en faire profiter gratuitement au citoyen ne fut ce que 1 fois par an. Ainsi aux alentours du 21 juin de chaque année le Monde vibre en musique...

Au Burundi, la fête de la Musique commence peu à peu à s'instaurer, et cela au plaisir des Barundi.

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 22 juin 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] - Nouvelles locales du vendredi 19 juin 2015 @rib News, 20/06/2015

Le président de l'APRODH dresse un bilan des manifestations contre la 3ème candidature de Pierre Nkurunziza depuis le 26 avril dernier. Selon Pierre Claver Mbonimpa, jusqu'au 10 juin, plus de 77 personnes ont été tuée que ce soit parmi la population civile, les policiers et les militaires. Plus de 500 autres ont été blessées dont plus de 150 ont pu être assistées par l'APRODH. Il précise aussi que plus de 800 personnes ont été arrêtées par la police.

- Pourtant, il se réjouit que certaines de ces personnes ont commencé à être entendues par le juge. Selon lui, cela est un bon signe mais demande que cette initiative puisse continuer. Il annonce à ce sujet que plus de 500 personnes sont détenues à la prison de Mpimba, plus de 100 personnes à Muramvya et plus de 20 personnes à Ngozi. Toutes les personnes qui ont été entendues ont été interrogées sur les manifestations contre la 3ème candidature de Pierre Nkurunziza, ajoute-t-il. Il

annonce aussi que certains d'entre eux ont été torturés ou même tués et demande que les policiers coupables de ces exactions soient eux aussi punis conformément à la loi.

=====

JUILLET 2015

=====

[SOCIV] [POL] Burundi / Elections 2015 : Les femmes se sont mobilisées – COFEDE a apprécié ces scrutins du 29/6

A Bujumbura, mercredi 1 juillet 2015, dans sa déclaration préliminaire sur les élections du 29 juin 2015, la Coalition féminine pour la démocratie et le monitoring électoral au Burundi (COFEDE), une organisation de la société civile africaine, rassemblant des femmes africaines, spécialisée et œuvrant dans le domaine de la démocratie et des élections, qui a observé les élections du lundi 29 juillet 2015 au Burundi, était très heureuse du bon déroulement de ces scrutins communales et législatives.

La COFEDE a estimé dans sa déclaration que les élections du 29/6 au Burundi ont été réalisés dans le calme et ont été libres, démocratiques, transparentes. On note pour des scrutins une forme mobilisation de la femme burundaise.

Les observateurs de la COFEDE, déployés dans les bureaux de vote pour faire rapport du déroulement des élections, ont fortement apprécié le déroulement des élections communales et législatives.

Le Burundi a été victime depuis avril 2015 d'une Révolution de Couleur initiée par les USA, la France et la Belgique, qui devait faire échec aux 3èmes élections démocratiques de 2015. Cette Révolution de Couleur à la sauce burkinabé au Burundi, après quelques semaines de manifestations devaient se clôturer par un Coup d'État qui a eu lieu le mercredi 13 juin 2015 mais qui a échoué.

Depuis les diplomaties américaines, françaises et belges font tout pour discréditer les élections en cours au Burundi notamment en faisant outils de leurs relations aux Nations-Unis, et à l'Union Africaine.

DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 3 juillet 2015

=====

[SOCIVINT] [POL] Burundi / Elections 2015 : L'OADAME contente du déroulement des scrutins du 29/6

A Bujumbura, ce vendredi 3 juillet 2015, lors de la déclaration préliminaire du réseau observatoire Africain pour la démocratie et l'assistance en matière électorale, l'Observatoire Africain pour la Démocratie et l'Assistance en Matière Electorale (OADAME – BURUNDI), une organisation de la société civile spécialisée et œuvrant dans le domaine de la démocratie et des élections, qui a observé les élections du lundi 29 juillet 2015 au Burundi, a estimé dans son rapport d'observation que les élections ont été libres, démocratiques, transparentes, calmes et que la Commission électorale Nationale Indépendante CENI a été à la hauteur de sa tâche.

L'OADAM-Burundi a affirmé que beaucoup d'observateurs tant nationaux qu'internationaux ont été déployés sur terrain le jour des élections, en précisant que le personnel et le matériel de vote étaient au préalable apprêtés et que les mandataires des partis politiques tels que le CNDD-FDD, COPA (Opposition), UPRONA, FNL (Opposition) et autres étaient présents (aussi comme observateurs).

Le Burundi a été victime depuis avril 2015 d'une Révolution de Couleur initiée par les USA, la France et la Belgique, qui devait faire échec aux 3èmes élections démocratiques de 2015. Cette Révolution de Couleur à la sauce burkinabé au Burundi, après quelques semaines de manifestations devaient se clôturer par un Coup d'État qui a eu lieu le mercredi 13 juin 2015 mais qui a échoué. Depuis les diplomaties américaines, françaises et belges font tout pour discréditer les élections en cours au Burundi notamment en faisant outils de leurs relations aux Nations-Unis, et à l'Union Africaine.

DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 2 juillet 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] - Nouvelles locales du mercredi 15 juillet 2015 @rib News, 15/07/2015 - La ligue des droits de l'homme Iteka s'insurge contre la voix forcée pour résoudre les questions qui hantent le Burundi. Le président de cette ligue nationale se dit profondément attristée par le fait qu'une guerre peut éclater au Burundi à cause d'un durcissement de position du président Pierre Nkurunziza. Anshère Nikoyagize demande à l'Etat du Burundi de trouver une solution à la question qui est à la base de tous les problèmes actuels puisque le sang des burundais déjà versé dans ces derniers jours suite à cette question ne sera pas récupéré.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] - Nouvelles locales du mercredi 15 juillet 2015 @rib News, 15/07/2015 - Selon le président de l'APRODH qui avait représenté la société civile, le médiateur n'avait pas inspiré confiance, mais à voir la manière dont il s'est comporté, la satisfaction ne peut pas être cachée. Pierre Claver Mbonimpa compare Museveni avec les deux autres médiateurs et estime qu'il y a un léger mieux. Il apprécie aussi le fait que le dialogue va continuer puisque dans ce sens, les autres questions vont sûrement trouver une réponse.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] - Nouvelles locales du jeudi 16 juillet 2015 @rib News, 16/07/2015 L'APRODH trouve que les élections doivent être réorganisées pour permettre une participation inclusive de tous les acteurs qui le désirent. Selon le président de cette association de la société civile qui a répondu présent au dialogue sous les auspices de Museveni, c'est le seul moyen de sauver ce dialogue menacé par les uns et les autres parmi les protagonistes. Pierre Claver Mbonimpa demande que toutes les questions soient étudiées afin qu'une solution durable y soit apportée dans l'intérêt du pays. Il fait savoir aussi que la question du 3ème mandat du président Nkurunziza est contre la constitution et les accords d'Arusha.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [CNDD-FDD] - Nouvelles locales du jeudi 16 juillet 2015 @rib News, 16/07/2015 Selon une organisation de la société civile ONELOP, le dialogue entre Burundais doit

continuer et porter sur l'opportunité d'un gouvernement d'union nationale sans pour autant porter préjudice aux les élections. Le président de cette association, la question du Burundi va bientôt trouver une solution si du moins ce dialogue continue. Gilbert Bécaud Njangwa affirme qu'il soutient un gouvernement d'union nationale dirigé par Pierre Nkurunziza et se dit contre un gouvernement de transition. Il soutient aussi le fait que le calendrier électoral doit rester inchangé.

=====
=====

[SOCIV] [SOC] Burundi / Culture : L'artiste Buddy sort 2 nouvelles chansons
A Bujumbura, ce jeudi 16 juillet 2015, Agnews a pris connaissance des 2 nouvelles chanson de l'artiste Jean Marie NIBIGIRWE, alias BUDDY.
Il est possible de les écouter sur : <https://myspace.com/budi.miles/music/songs>
Ces dernières années, le Burundi connaît un foisonnement d'artistes qui font rêver la jeunesse burundaise [<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=15708>] et qui donnent la joie aux Cœurs à de millions de Barundi.
DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 17 juillet 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] Burundi / Société Civile : L'ACOPA – le vote du 21 juillet 2015 est crédible
A Bujumbura, ce vendredi 24 Juillet 2015, l'Association pour la Consolidation de la Paix au Burundi (ACOPA), ONG burundaise œuvrant dans la consolidation de la paix au Burundi, a sorti son rapport d'observation de l'élection Présidentielle 2015 du mardi 21 Juillet 2015. L'ACOPA affirme que l'élection dont elle a été témoin le mardi 21 Juillet 2015 s'est bien déroulé. ACOPA confirme la crédibilité de ce scrutin et des résultats qui en découlent.
bdi-acopa-burundi-2015a
ACOPA avait déployé 300 observateurs dans 14 provinces sur 18 que compte le Burundi. L'ACOPA estime que la CENI Commission Electorale National Indépendante a très bien organisé ce scrutin. Le matériel était disponible à tous les bureaux de vote où les observateurs de l'ACOPA étaient présents. Les dépouillements ont eu lieu à l'heure et en présence des observateurs locaux, internationaux, et des mandataires politiques des différentes formations politiques du Burundi. Surtout la sécurité était au rendez-vous dans tous les centres.
L'ACOPA accompagne depuis le début du processus électoral la CENI, notamment lors de la phase de l'enrôlement des électeurs, où elle était présente dans 9 provinces du pays.
Le Burundi organisait ce mardi 21 juillet 2015 ses 3èmes élections démocratiques présidentielles consécutives depuis 2005, année de la fin de la Dictature militaire des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, Buyoya) qui aura duré près de 40 ans, avec à son actif le fameux génocide-régicide contre les Barundi : <http://burundi-agnews.org/genocide.htm> – <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> – http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm
DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 24 juillet 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du mercredi 22 juillet 2015 @rib News, 22/07/2015 - La société civile burundaise ne reconnaîtra plus Pierre Nkurunziza comme Président du Burundi au-delà du 26 août 2015. Elle vient de sortir ce mardi soir une déclaration sur la mascarade électoral du 21 juillet 2015. Les organisations de la société civile burundaise condamnent en effet le forcing électoral du Président Nkurunziza qui parachève un putsch contre

l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et contre la Constitution de la République du Burundi qui consacrent le principe de l'alternance démocratique à la tête de l'Etat et n'autorisent pas plus de deux mandats à aucun Président du Burundi depuis le 28 août 2000. Elles déclarent ainsi ouvertement qu'elles ne reconnaîtront plus Monsieur Pierre Nkurunziza comme Président du Burundi passé le 26 août 2015, date de la fin de son deuxième mandat constitutionnel. Elles réitèrent qu'elles ne reconnaissent pas toutes les institutions issues des scrutins tronqués organisés dans un climat de violence et d'exclusion, et appellent toutes les forces vives de la Nation à se mettre ensemble sans tarder pour trouver une alternative démocratique à la crise actuelle.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du vendredi 31 juillet 2015 @rib News, 31/07/2015
- Près de 9 personnes auraient été tuées par la police présidentielle après les avoir enlevé du camp militaire 2ème Bataillon Commando (camp Muha) dans la ville de Bujumbura c'était le 25 juillet dernier. L'association APRODH se dit inquiète de l'arrestation de ces personnes toutes originaires de la province de Bujumbura arrêtées par la documentation les accusant de perturbation de la sécurité intérieure du pays samedi de ma semaine dernière et 5 autres auraient été arrêtées mercredi passé. Le président de cette association Pierre Claver MBONIMPA dit que toutes ces personnes ont été conduites au camp Muha et que les 9 premiers auraient déjà été tués alors que les 5 autres sont portées disparues jusqu'à présent. Il annonce aussi que les captifs sont accusés de participation dans les mouvements armés alors qu'ils le nient catégoriquement.
- Deux élèves accusés de rébellion ont été arrêtés en province Makamba. Ils ont été arrêtés hier soir par des agents de police et ceux des services de renseignement sur la colline de Rangi, zone Muyange-commune de Nyanza-Lac. Ils ont aussitôt été emmenés au cachot de la police judiciaire à Makamba. La police et le service de renseignement les soupçonnent d'être des recrues de la rébellion naissante. Ce matin, personne n'était autorisé à leur rendre visite. Pas même les représentants des organisations de la société civile telles qu'APRODH et Ligue Iteka. D'autres sources indiquent que le chef des services de renseignement à Makamba les aurait fait sortir du cachot, hier soir même avec 2 autres jeunes arrêtés à Kibago et les aurait acheminés vers la Tanzanie.

=====
=====

AOUT 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] Burundi / Elections 2015 : La Société civile burundaise valide les scrutins électoraux
La Société civile burundaise valide les scrutins électoraux démocratiques 2015 : les Communales, les législatives et la Présidentielle.
A Bujumbura, pendant la semaine du lundi 27 juillet 2015 au dimanche 2 août 2015, le journal Le Renouveau (ppbdi.com) a rencontré les grandes organisations de la Société civile burundaise qui ont pris part à l'observation des élections démocratiques 2015, notamment les Communales, les législatives et la Présidentielle.
Dr Pierre-Claver Kazihise, présidents de la Société Civile Citoyenne (SOSIC) du Burundi [un consortium des organisations de la société civile du Burundi] et de l'Association pour la consolidation de la paix au Burundi (Acopa Burundi) [<http://www.acopaburundi.org>], a eu un très

bon retour des observateurs issus de son ONG... Les élections se sont passées dans le calme. La sécurité était présente. Ainsi, la population a très bien répondu en montrant sa présence à ces scrutins démocratiques. Les Burundais(es) ont pu élire librement et dans la tranquillité.

Toutefois, pendant les Communales et les législatives, les électeurs ont eu quelques difficultés à bien maîtrisé l'utilisation du bulletin de vote unique, qui était une nouveauté. Résultat, il y a eu beaucoup de bulletins nuls et d'abstentions. Dr Pierre-Claver Kazihise rajoute: "Il y avait également quelques problèmes techniques parce qu'il y avait quelques électeurs qui disaient qu'ils ne voyaient pas le tampon pour pouvoir indiquer leur choix. Mais, globalement, les élections se sont bien passées et les agents de la Commission Electorale Nationale Indépendante (Ceni) s'y sont bien pris parce que l'heure a été bien respectée et le dépouillement a été aussi transparent".

Lors de la Présidentielle 2015, le mardi 21 juillet 2015, la CENI s'est montré plus pédagogique concernant l'usage du bulletin unique et l'élection s'est très bien déroulée.

Pour le Dr Kazihise, le taux de participation à la Présidentielle 2015 a été satisfaisant avec 70% de citoyens burundais qui se sont déplacés. Les élections au Burundi ne sont pas obligatoire. Il ajoute: «Il faut dire qu'il y avait encore plus d'observateurs en ce sens qu'il y a eu beaucoup de mandataires politiques par rapport aux élections législatives et communales».

Le Président d'ACOPA a déploré les Rumeurs, venant de certains acteurs politiques, qui ont été lancés pour tenter de décourager les électeurs burundais d'aller voter.

Dr. Pierre-Claver Kazihise, au nom de l'ONG ACOPA, demande au gouvernement du Burundi que lors du dialogue politique, il tienne compte du message envoyé par les électeurs burundais lors de ces 2 scrutins. C'est à dire que le peuple reste le seul souverain en Démocratie.

ACOPA demande aux partenaires du Burundi d'apprécier le pas franchi par les Burundais, avec ces 3èmes élections démocratiques organisées successivement, en maintenant le cap de la démocratie et de la paix. ACOPA demande aux partenaires de continuer à donner leurs appuis dans le respect de la souveraineté du pays.

ACOPA demande aux partis politiques qui n'ont pas participé aux élections, qu'ils ont aussi une contribution à donner lors du dialogue politique qui reste ouvert.

ACOPA dit aux citoyens burundais qu'ils doivent être fières de leurs institutions démocratiques. Les citoyens burundais doivent contribuer à réaliser un pays en paix et en plein développement.

M. Jean-Bosco Ndereyimana, président et représentant légal de l'Association Burundaise pour la reconstruction de l'Afrique (ABA), dans les 11 provinces du Burundi, dans lesquelles il a déployé ses observateurs, tous sont unanime, les 2 élections (celles du lundi 29 juin 2015 et du mardi 21 juillet 2015) se sont bien déroulées.

M. Ndereyimana explique aussi que les personnes âgées ont eu du mal avec le bulletin de vote unique. Il ajoute: "Un autre défi est qu'il y avait des gens qui n'ont pas su apprécier le temps et qui se sont présentés au bureau de vote après qu'on avait déjà clôturé les activités de vote".

L'ABA a remarqué avec joie que les candidats qui avaient annoncé en dernière minutes qu'ils ne voulait plus participer aux élections, ont été élus par leurs partisans. ABA les a invités à ne pas rejeter les voix acquises démocratiquement mais à accepter le verdict des urnes.

L'ABA demande aux nouveaux élus, surtout au président de la République, d'être au service de tous les Burundais(es), ceux qui l'ont élu et ceux qui ne l'ont pas élu. ABA demanda à la communauté internationale d'être toujours au côté du Burundi.

En conclusion, selon la société civile burundaise qui a observé ces élections 2015, la CENI a bien organisé ces 2 scrutins électoraux 2015, malgré quelques petites difficultés. Concernant les 2 élections démocratiques au Suffrage Universelle Direct (SUD), elles se sont déroulées dans la paix et dans la tranquillité totale sur tout le territoire du Burundi, même à Bujumbura (la Capitale)

DAM, NY, AGNEWS, le mercredi 5 août 2015

=====
=====

[SOCIV] [SOC] Burundi : Sortie du film de Kung-Fu en Kirundi – UMUTWE w’INKUBA
Culture – A Bujumbura, ce vendredi 21 août 2015, AGnews a appris la sortie prochaine d’un film burundais de Kung-Fu en Kirundi, un véritable produit d’ East African Kungfu Movies – : UMUTWE w’INKUBA, soit en anglais – The head of thunderbolt , un film du Burundais Maître Yves Ntirenganya.

Maître Yves Ntirenganya est ceinture noir de Kung Fu et il enseigne cet art martial chinois au club Wushu Bujumbura [<https://www.facebook.com/pages/Wushu-Bujumbura/>] au Burundi [<https://www.youtube.com/watch?v=dIn3r6GLBzs>].

Voici un teaser du Film UMUTWE w’INKUBA qui va sortir bientôt : [<https://www.youtube.com/watch?v=dIn3r6GLBzs>]

L’acteur Burundais Arthur Baranshayeko, lauréat du prix du meilleur acteur à la 7ème édition du FESTICAB 2015, est un des acteurs du film UMUTWE w’INKUBA.

Ces dernières années, les échanges culturelles entre le Burundi et la Chine se sont accélérés. L’amour du Kung-Fu se lit de plus en plus à travers les yeux des jeunes adolescents Burundi. Le nombre de jeunes burundais qui parlent chinois augmente chaque année.

DAM, NY,AGNEWS, le dimanche 23 août 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] Burundi: Atelier sur la non violence organisé par New Generation

A Bujumbura, du mardi 25 août 2015 au mercredi 26 août 2015, l’association New Generation Burundi a organisé un atelier de réflexion regroupant de nombreux jeunes responsables de mouvements ou organisations de jeunes dans le pays, dans le cadre de leur campagne GIRUBUNTU. Cette atelier était tourné sur le vivre ensemble et le thème était « Vérité, Pardon, Réconciliation pour la guérison des Mémoires ».

Ces jeunes responsables ou leader ont réfléchi ensemble sur l’Histoire du Burundi [http://burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm] et sur la notion de justice réparatrice [<http://burundi-agnews.org/genocide.htm> ou http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm ou http://burundi-agnews.org/guerre_civile_burundaise_1993_2003.htm ou <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm>]. En petits groupes et en atelier, ces jeunes leaders burundais ont échangé sur des activités qu’ils pourraient mener ensemble auprès de leur entourage pour promouvoir la non-violence.

En fin d’atelier, ces jeunes leaders ont proposé que des formations sur la non-violence impliquant des jeunes de toutes parts, des différents partis politique et des organisations de la société civile soient organisées dans le pays. Outre des activités sportives et artistiques ainsi que des formations d’utilisation des réseaux sociaux pour faire passer des messages de non-violence pourraient être organisées.

Le Burundi est une société très jeunes où les individus entres 14 et 30 ans sont les plus nombreux. Le pays vit avec 2 générations sacrifiées (éparpillées autour des années 1972 et 1993) le fameux Génocide Régicide que les Burundi ont subi sous la féroce Dictature des Bahima burundais (Micombero, Bagaza, Buyoya) de 1965 à 2003.

Ces dernières années, pour protéger cette jeunesse souvent débordante d’énergie et voulant tout “tout de suite”, la sécurité Burundaise suit de près les ONGs qui financent toutes les organisations de jeunes du pays. Le contrôle des jeunes africains (comme des femmes africaines) est devenu un enjeu géopolitique dans toute l’Afrique, pour les prédateurs qui souhaitent déstabiliser le continent. On sait – les jeunes – majoritairement anarchistes, rebelles et voulant tout remettre en cause. Des associations de jeunes sont souvent utilisées pour préparer des rebellions dans les pays africains et aider à la déstabilisation des états au profit de certaines multinationales et de quelques politiciens véreux en occident (USA et Europe) devenus des consultants de la globalisation. Ces

déstabilisations des Etats en Afrique et dans le monde ont pour conséquence que des centaines de milliers de jeunes partent chaque année vers l'Europe (ou les USA) à la recherche d'une terre d'asile ou de promesses. Des milliers de jeunes africains meurent sur des bateaux qui échouent sur la mer Méditerranée.

DAM, NY, AGNEWS, le samedi 29 août 2015

=====
=====

[SOCIV] [ECO] Burundi: 3 jeunes entrepreneurs primés pour leur business plan

A Bujumbura, ce vendredi 28 août 2015, 3 jeunes entrepreneurs burundais ont été primés par l'Association – New Generation – dans le cadre de leur projet MSFII (un projet centré sur autoentrepreneuriat des jeunes) .

Les jeunes burundais primés : M. Mathias Irambona(Makamba) , M. Papy Nkurunziza(Muyinga) et Mme Ode Nzeyimana(Bujumbura) (Photo: facebook.com/NewGenerationBurund)

Il s'agit de Mme Ode Nzeyimana provenant de Bujumbura, M. Mathias Irambona – originaire de Makamba- et M. Papy Nkurunziza – citoyen de Muyinga -.

New Generation a organisé ce concours dans 3 provinces du Burundi (Bujumbura, Makamba et Muyinga). Ce sont 62 jeunes entrepreneurs, qui a la suite d'une formation, ont présenté leurs plans d'affaires. 43 parmi ces 62 entrepreneurs disposaient d'une entreprise enregistré à l'API (Agence de promotion de l'investissement au Burundi . Les 3 jeunes primés ont présenté le meilleur business plan ou plan d'affaires.

Ils ont reçu chacun une somme de 1 Million BIF (soit 630 USD) pour les aider à démarrer leur projet économique.

New Generation [<http://newgenerationburundi.org>] est une association de la société civile burundaise qui participe à encourager le développement de l'esprit d'entreprise chez les jeunes burundais.

L'Etat du Burundi, depuis 2005 [<http://burundi-agnews.org/philosophie.htm>], avec sa politique de modernisation de son système éducatif, encourage le développement de l'esprit d'initiative...

DAM, NY, AGNEWS, le samedi 29 août 2015

=====
=====

SEPTEMBRE 2015

=====
=====

[SOCIV] [ECO] Burundi : PARJE remet à 23 jeunes leurs certificats en entrepreneuriat

Société Civile / Économie – A Gitega (au centre du Burundi), à l'Hôtel Hélène, ce vendredi 18 septembre 2015, M. Emile Uwezowamungu, directeur exécutif de l'ONG PARJE – Parc des jeunes entrepreneurs – [<https://www.facebook.com/Parje1.1>] a remis 23 certificats de réussite à 23 jeunes Burundais de GITEGA qui ont fini leur formation en entrepreneuriat.

Créée en 2013, le PARJE organise, en ce moment dans 4 provinces du Burundi (Bujumbura Mairie, Gitega, Muyinga et Bubanza), des formations en entrepreneuriat, dont l'objectif est de contribuer aux efforts du gouvernement en vue de réduire le taux de chômage.

Le Burundi a entrepris depuis 2005 une modernisation de tout son système socio-économique [<http://burundi-agnews.org/philosophie.htm>]. Faire acquérir l'esprit d'initiative aux Burundais est un des objectifs majeurs de cette politique de relèvement socioéconomique du pays.

DAM, NY, AGNEWS, le lundi 21 septembre 2015

=====
=====

[SOCIV] [SAN] Burundi : APC PARLE – Education sexuelle des adolescents et des jeunes
A Kayanza, ce mercredi 16 septembre 2015, M. André Florian Ndabarushimana, responsable provincial de l'Association pour la promotion de la communication (APC PARLE), a organisé un atelier de formation dans le cadre du projet Biraturaba et du manuel d'éducation sexuelle chez les adolescents et les jeunes.

L'APC PARLE s'est donné pour ambition de former 38 710 jeunes burundais qui l'aideront à intervenir dans 45 communes (sur les 119 que compte le Burundi) issues des provinces Cibitoke, Bujumbura-Mairie, Bubanza, Bujumbura, Kayanza, Gitega, Ngozi, Muyinga et Kirundo.

L'APC PARLE espère réaliser un manuel d'éducation sexuelle chez les adolescents et les jeunes, qu'il produira, et servira, peut être, au niveau scolaire. Ce manuel aidera les jeunes élèves et étudiants burundais à prendre des décisions responsables concernant leur sexualité, la promotion et la prévention de maladies, les grossesses non désirées et les violences sexuelles.

Au Burundi, la jeunesse n'est pas assez informée sur la sexualité et la santé reproductive. L'APC PARLE tente d'apporter sa contribution dans ce domaine. Elle est financée pour ce projet par l'ambassade des Pays-Bas pour une durée de 3 ans. L'APC PARLE a reçu un budget de 2,2 Millions EUR, soit plus de 4 milliards BIF.

Le Burundi est un pays jeune, afin de protéger cette jeunesse, c'est à dire tout le pays, l'Etat suit de très près tous les projets financés par des pays étrangers concernant les jeunes.

DAM, NY, AGNEWS, le vendredi 18 septembre 2015

=====
=====

SEPTEMBRE 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] - Nouvelles locales du vendredi 30 octobre 2015 @rib News, 30/10/2015

- La dégradation de la situation sécuritaire au Burundi préoccupe l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME). Cette organisation estime que quand un différend est né entre deux ou plusieurs protagonistes, la rencontre autour d'une table de dialogue ou de négociations est la solution la plus idéale.

- Dans un communiqué sorti jeudi 29 octobre, l'Olucome déplore la suspension des négociations qui avaient été entamées sous les auspices des Nations Unies, de l'Union Africaine et de la communauté Est-africaine et sous la médiation du président ougandais Yoweri Museveni. Il lance un cri insistant d'alarme, tout en recommandant certains points aussi bien au pouvoir de Bujumbura qu'à l'opposition, à la communauté internationale et à la médiation.

Selon l'Observatoire, le gouvernement en place devrait se rendre à l'évidence que les ingrédients d'une guerre ou à tout le moins d'une déstabilisation politique, sociale et économique se profile à l'horizon quand chaque nuit, des tirs fauchent des citoyens innocents, des agents de police et de l'armée qui tentent de rétablir l'ordre.

Il faudrait ainsi « revenir à la raison et adopter une bonne stratégie de dialogue réel et franc entre les vrais protagonistes, même le CNARED et tout autre groupe dont les vues sont divergentes avec le gouvernement en place ». L'Olucome soutient que cette voie est l'unique solution salutaire pour une

paix réellement durable. Il en appelle en plus au même gouvernement d'arrêter les violences actuelles « semblables aux crimes de guerre » car les commanditaires et les auteurs de ces dernières répondront un jour à ces actes devant les juridictions tant nationales qu'internationales.

L'Olucome prie les Nations Unies, l'Union Européenne, l'Union Africaine et la Communauté Est-africaine de redoubler d'efforts pour ramener les protagonistes burundais autour d'une table de négociations pour une paix franche et durable. Ces organisations doivent en plus, aux yeux de l'Observatoire, « rester aux côtés du Burundi jusqu'au dénouement total et à la mise sur pied de nouveaux fondements solides de la réconciliation entre ses fils et filles ».

L'Observatoire recommande à la médiation de reprendre le bâton de pèlerin et organiser les prochaines assises pour la poursuite des négociations suspendues et ramener les protagonistes autour d'une table. Elle doit communiquer dans les brefs délais, « le calendrier de ce dialogue afin que les parties s'y préparent pour une rapide issue ». Dans la même voie, la sous-Région est appelée à « prêter main forte à la médiation en vue d'une rapide solution dans le sens de la prévention de l'escalade de la violence qui se profile à l'horizon ».

Quant à l'opposition que l'Olucome pense entière, elle doit répondre à l'initiative des Nations Unies et de l'Union Africaine ainsi que de la médiation pour le dialogue. L'Observatoire lui recommande de renoncer à toute armée pour celle qui aurait pareille tentative car, « elle annihilerait toute l'architecture de la paix que ces organisations avaient l'intention de mener en faveur du Burundi ». Dans son communiqué, l'Observatoire estime que le Gouvernement a le plus intérêt à ce dialogue. Il explique que des citoyens burundais meurent chaque jour, d'autres partent en exil ; des biens publics et privés sont dégradés mettant en péril l'économie nationale, ce qui enfonce le pays dans une pauvreté sans nom.

[SOCIVINT] [POL] Nouvelles locales lundi 07 et mardi 08 septembre 2015 @rib News, 08/09/2015 - Un avocat a été agressé par des gradés de la police selon son témoignage. Maître Emmanuel MANIRAKIZA a été arrêté et détenu par la police au Bureau Spécial de Recherche pour avoir assisté des personnes arrêtées dans les quartiers de Jabe et de Nyakabiga le 3 septembre dernier. Les policiers et le parquet lui ont reproché d'avoir entravé les enquêtes. Avant d'être placé en garde à vue pendant plus de 25 heures, cet avocat a subi des menaces physiques et verbales. Ce jeune avocat qui participe à un projet de l'ONG "Avocats sans frontières" en collaboration avec le barreau burundais avait assisté plusieurs personnes qualifiées de « criminels ou d'insurgés » depuis le début des manifestations contre le troisième mandat du président NKURUNZIZA.

- L'association Avocats Sans Frontières s'inquiète des atteintes aux droits de la défense au Burundi alors que toute personne a le droit de se défendre contre les accusations auxquelles elle fait face. Au Burundi, dans le contexte actuel de répression intense de la contestation politique, les droits des personnes arrêtées sont menacés par les pratiques de certaines autorités contraires aux lois en vigueur au Burundi. La détention illégale d'un avocat par les forces de police le 2 septembre dernier met en lumière les intimidations exercées à l'égard de ces défenseurs des droits. Face à de telles entraves à l'administration d'une justice équitable, Avocats sans frontières et le Barreau de Bujumbura appellent les acteurs judiciaires et politiques à respecter les principes constitutionnels et légaux du pays.

=====
=====
NOVEMBRE 2015

=====
=====

[SOCIVINT] [POL] - Nouvelles locales des mercredi 11 et jeudi 12 novembre 2015 @rib News, 12/11/2015 - Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se dit "extrêmement préoccupé par la violence qui sévit au Burundi et par les conséquences humanitaires de celle-ci". Il lance un appel à toutes les parties concernées pour qu'elles fassent preuve de retenue, qu'elles respectent la population civile et permettent aux personnes qui le souhaitent de quitter les zones touchées par la violence. Le CICR demande à ce que les victimes de tous bords aient accès à l'assistance dont elles ont besoin, et notamment aux soins de santé.

=====
=====

[SOCIVINT] [POL] - Nouvelles locales du jeudi 19 novembre 2015 @rib News, 19/11/2015 L'ONG Médecins Sans Frontière qualifie la situation à Bujumbura de similaire à une guérilla urbaine. Cette organisation internationale dit avoir soigné plus de 60 personnes après des explosions de toute nature dans la capitale le 16 novembre dernier. Richard Veerman a assuré que leur salle d'urgence a été débordée et ont dû chercher d'autres moyens pour accueillir gratuitement des blessés. Il lance donc un cri d'alarme aux intervenants pour mettre fin à cette situation.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Burundi : Maggy insulte le Président et les victimes Barundi depuis le Canada

Au Canada, précisément dans les studio de Radio-Canada, ce lundi 2 novembre 2015, Mme Marguerite Barankitse, dit Maggy, qui appartient à l'ethnie HIMA au Burundi, a insulté en direct à la Radio du Canada le très populaire Président africain du Burundi, S.E. Nkurunziza Pierre. Le Président du Burundi est le président des Barundi. L'ambassade du Burundi au Canada, la diaspora et les associations de victimes du Génocide contre les Barundi vont exiger un droit de réponse, au studio de Radio-Canada, contre Mme Maguy, qui, quelques semaines auparavant, depuis le Rwanda, avait été accusée de mobiliser de force des jeunes réfugiés burundais des camps de réfugiés au Rwanda à rejoindre une rébellion contre le Burundi [<http://www.aljazeera.com/news/2015/07/burundi-refugees-lured-join-rebel-group-150724095201444.html>]. Mme Marguerite Barankitse est recherchée, notamment par la Justice burundaise pour ces faits de manipulations de jeunes qui s'adonnent à des actes terroristes (jets de grenades sur des citoyens ou sur la police) au Burundi en tuant des innocents. Une plainte du gouvernement du Burundi a été déposée à la Cour Pénale Internationale pour ces utilisations d'enfants ...

A Bujumbura, mais aussi à travers tous les pays où vivent des Barundi (la diaspora), les Barundi sont fâchés contre cette dame Hima burundaise qui, au même moment, a insulté la mémoire des 4,5 Millions de victimes Barundi (Ganwa, Hutu, Tutsi, Twa, et autres ex. des Congolais, et des Tanzaniens), qui ont vécu pendant près de 40 ans (1965 à 2005), une des plus féroces et sanguinaires dictature que le Monde ait connu au 20ème siècle.

Les Barundi ont vécu, sous les 40 ans de Dictature militaire Hima (Micombero, Bagaza, et Buyoya), un Génocide-Régicide qui a décimé et exilé plus de 4,5 Millions d'entre eux :

– le Génocide – Régicide : <http://burundi-agnews.org/genocide.htm> ;
– les 40 ans d’exil des réfugiés Barundi : http://burundi-agnews.org/agnews_refugees.htm ;
– la guerre civile du Burundi : http://burundi-agnews.org/guerre_civile_burundaise_1993_2003.htm ;
– et les camps de concentration du Burundi : <http://burundi-agnews.org/ccburundi.htm> .
Mme Marguerite Barankitse, dit Maggy, est recherchée au Burundi pour manipulation d’enfants à commettre des actes terroristes. (Photo: vidéo Radio Canada)

L’Interview qui a scandalisé : Mme Marguerite Barankitse, dit Maggy, est recherchée au Burundi pour manipulation d’enfants à commettre des actes terroristes. (Photo: vidéo Radio Canada) / novembre 2015

Mme Maggy, répondant à la question de Mme la journaliste qui lui demande pourquoi sa virulence contre le Burundi, a dit, au lieu d’avouer sa motivation liée à son tribalisme, que : “jamais il y a eu un régime aussi sanguinaire ...”. Pour elle, le Régime démocratique que le Burundi connaît depuis 2005 à nos jours est aussi sanguinaire (pire) que celui des HIMA. Évidemment dans les associations de victimes du Génocide Régicide contre les Barundi vivant au Canada, mais aussi à travers le monde, ces paroles ont été difficiles à entendre. Mme Marguerite Barankitse a blessé des millions de Barundi ...

Pour les âmes sensibles parmi les victimes du Génocide contre les Barundi, AGnews prévient qu’il y a des passages difficiles dans cette interview qui a scandalisé car elle fait mal :

Mme Marguerite Barankitse a osé comparer les 170 000 réfugiés burundais qui ont fui, pris d’une peur panique, les rumeurs diffusées par des radio et média (occidentaux et locaux privés) annonçant une guerre imminente (ce qui est faux) et les 200 morts (comprenant de nombreux Policiers en services et de nombreux jeunes insurgés terroristes manifestants manipulés lanceurs de grenades pratiquant les assassinats ciblés) que le Burundi connaît depuis avril 2015 (avec la Révolution de Couleur ou Tentative de changement de régime organisée par les USA [<http://burundi-agnews.org/sports-and-games/?p=18679>], la France et la Belgique soutenus par des citoyens locaux comme elle) en minimisant les 4,5 Millions victimes Barundi qui ont subi la fougue de la Dictature des Hima burundais (Micombero, Bagaza, et Buyoya). Les victimes du Génocide Régicide contre les Barundi s’offusquent ces derniers mois contre les tendances révisionnistes qui se font entendre du côté des opposants Hima burundais qui, avec les USA, la France, et la Belgique, ont tenté et échoué leur Coup d’état militaire le mercredi 13 mai 2015 au Burundi.

Au Burundi, le gouvernement et le Parlement s’appêtent d’urgence à mettre en place une Loi condamnant le Génocide-Régicide qui a été commis par la Dictature des Hima burundais pendant les 40 ans de pouvoir (Micombero, Bagaza, et Buyoya) pour que plus jamais cela ne se reproduise. Cette loi, en dépit du fait qu’elle sera d’un grand secours à la Commission nationale Vérité Réconciliation CVR, permettra de faire front contre les actes révisionnistes, comme celle de Mme Maggy qui minimise le crime de Génocide qu’ont commis les HIMA de son ethnie, au Burundi pendant la Dictature contre les Barundi. Le Burundi est un ancien vieux Royaume millénaire africain – Ingoma Y’Uburundi – , situé dans la Région des Grands Lacs africains, d’où le fleuve mythique du Nil prend sa source (http://burundi-agnews.org/histoire_du_burundi.htm)

DAM, NY, AGNEWS, le mardi 3 novembre 2015.

=====
=====

DECEMBRE 2015

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales des lundi 07 et mardi 08 décembre 2015 - @rib News, 08/12/2015 Le Procureur général de la République Valentin Bagorikunda, suspend jusqu'à nouvelle ordre, tout retrait sur les comptes de quatre organisations de la société civile. Les cibles sont le STEB, la Ligue ITEKA, de la RPA (Radio Publique Africaine) et l'AREDDHO. Dans deux correspondances adressées aux responsables de banques et de microfinances, il demande également que lui soient transmis les numéros et historiques des comptes des organisations visées.

=====
=====

[SOCIVINT] [POL] Nouvelles locales du jeudi 17 décembre 2015 @rib News, 17/12/2015 Justice et droit de l'Homme

- Le gouvernement du Burundi a promis l'ouverture d'enquêtes pour vérifier si réellement des éléments des forces de l'ordre se sont rendus coupables d'actes répréhensibles le 11 décembre dernier après les attaques contre des camps militaires de la capitale et dans la province de Bujumbura.

Cette annonce est intervenue lors d'un point presse ce jeudi matin à Bujumbura avec le ministre des relations extérieures et de la coopération Alain Nyamitwe. Ce dernier estime par ailleurs qu'il n'est pas commode pour le Burundi de travailler sur des informations fournies par des ONG comme Amnesty international et Human Rights Watch qui, selon lui, ont produit dans le passé des rapports non factuels et pas corrects.

=====
=====

[SOCIVINT] [POL] Nouvelles locales des lundi 14 et mardi 15 décembre 2015 @rib News, 15/12/2015 Human Right Watch a demandé hier une enquête indépendante sur les tueries. L'organisation américaine qui estime le nombre de morts à une centaine a indiqué ne pas avoir confiance dans les autorités judiciaires burundaises qu'elle juge corrompues. HRW réclame la venue d'enquêteurs étrangers au Burundi. La municipalité de Bujumbura a fait enlever dès samedi matin les cadavres qui jonchaient les rues prétextant d'un risque de maladies. Personne ne sait où ces derniers ont été transférés ou enterrés. À aucun moment, les agents de l'ONU et du CICR (Croix Rouge burundaise) n'ont pu s'approcher de la tragédie qui venait de se jouer. Les autorités de Bujumbura semblent avoir mis tout en œuvre pour tenter de maintenir un huis-clos autour de cette sinistre journée du 12 décembre 2015.

=====
=====

[SOCIV] [POL] [UPRONA] Nouvelles locales du vendredi 11 décembre 2015 @rib News, 11/12/2015 Droit de l'homme - Marie-Claudette Kwizera, trésorière de la Ligue Iteka est introuvable depuis ce jeudi soir. Anschaire Nikoyagize président de cette organisation de la société civile qui lutte pour les droits de l'homme indique que cette femme a été "enlevée" par des agents de la documentation alors qu'elle circulait au niveau de la clinique de l'œil en plein centre ville. Le président de la Ligue Iteka dit être inquiet pour cette militante. En outre, la Ligue Iteka vient de publier un rapport dressant un bilan de 500 personnes tuées au Burundi depuis le début de l'année.

